LE BOLCHEVIK
Trimestriel
Août 2025
N° 240
1 €
LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE
LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

L'indépendance kanak trahie à Bougival

Reconstruire le mouvement sur d'autres bases !

Just One Kanaky

Photo : Nouméa, avril 2024.

30 juillet – Il y a un an, nous écrivions que les dirigeants du FLNKS « *ont montré dans les faits que leur but n'est pas l'indépendance mais la pérennisation des accords de Nouméa, avec les sinécures gouvernementales qui vont avec* » (*Le Bolchévik* n° 236, août 2024). Malheureusement, les leaders nationalistes nous ont donné raison en s'engageant à défendre, le 12 juillet dernier, les « accords de Bougival », renonçant ainsi officiellement à la lutte pour l'indépendance de Kanaky.

La boucle est bouclée. Ces nouveaux accords pérennisent explicitement la domination coloniale française sur l'archipel sans la moindre promesse de nouveaux référendums sur

Travailleurs : Prenez position pour l'Iran et la Palestine !

L'article ci-dessous à été publié originellement comme supplément de Spartacist.

13 juin – Les frappes israéliennes contre l'Iran ouvrent un nouveau front dans la frénésie génocidaire de l'État sioniste. Cette nouvelle offensive vise à entraîner les États-Unis dans le conflit et à éliminer l'Iran en tant que contrepoids régional. S'il gagne, Israël aura les mains libres pour poursuivre l'extermination des Palestiniens et terroriser toute la région. ***Travailleurs du monde entier : Mobilisez-vous contre Israël et les États-Unis ! Défendez l'Iran ! Défendez la Palestine !***

C'est essentiel non seulement pour les populations du Proche-Orient, qui sont confrontées à la menace d'un carnage sans précédent, mais aussi pour ***faire avancer les conditions de vie économiques et sociales des travailleurs partout dans le monde***. Si on laisse Israël et les États-Unis porter l'escalade du conflit encore plus loin, c'est la barbarie, le bain de sang et l'aggravation des conditions de vie qui vont faire tache d'huile partout dans le monde.

Si les travailleurs en Occident et en Israël ne se mobilisent pas maintenant contre les actes criminels de leur gouvernement, ce sont ces gouvernements ***qui les mobiliseront*** pour commettre des crimes à une échelle toujours plus grande. Si les travailleurs du Sud global tolèrent la conciliation des États-Unis et d'Israël par leur gouvernement, ***ils seront les prochaines victimes des impérialistes et de leurs agents***.

Il n'y a rien de bon à attendre des institutions libérales, que ce soit l'ONU, l'UE ou la CPI. Elles se sont toutes avérées soit ***complices*** des crimes d'Israël, soit ***totalement impotentes***. Seuls les travailleurs et les peuples opprimés du monde peuvent mettre un terme à l'emballement de la barbarie. ***Manifestez ! Faites grève ! Stoppez les livraisons d'armes américaines et israéliennes !*** Ne laissez pas les États-Unis et Israël s'en tirer une fois de plus ! ■

Photos : Alamy

À gauche : Emmanuel Tjibaou (premier depuis la gauche) à Bougival le 12 juillet 2025. À droite : Jean-Marie Tjibaou à Lyon en 1988, après avoir signé les accords coloniaux de Matignon. En s'engageant à défendre ceux de Bougival, Tjibaou fils reste fidèle à l'héritage de son père.

l'indépendance. Ils élargissent progressivement le corps électoral à davantage de colons français. La province Sud dominée par les loyalistes voit son poids renforcé, et l'autonomie accrue des provinces permet à Backès d'avancer dans son projet d'apartheid (elle a déjà supprimé les subventions permettant aux Kanak de la province Nord ou des Îles d'aller au lycée à Nouméa). La France peut revenir à la doctrine Messmer de noyer l'élément kanak dans un peuplement blanc, et d'ailleurs Backès la revendique ouvertement. En réalité on revient à la situation politique des années 1970.

Sur le plan économique, les accords promettent à la fois la « *relance d'une activité de transformation du nickel en province Nord dans l'objectif d'équilibre du territoire* » et la « *facilitation de l'export de minerai* ». En fait c'est l'un ou l'autre. Les ex-« marxistes » du Palika avaient pour ligne fondamentale le développement économique du pays, basé sur la transformation du nickel sur place ou tout au moins avec des capitaux contrôlés par les Kanak ; or l'usine du Nord vient de fermer l'an dernier et il n'y a rien de concret pour la rouvrir.

Sous quel prétexte les dirigeants nationalistes ont-ils donné leur assentiment à ces accords pourris ? Parce que ces derniers créent un « *État de la Nouvelle-Calédonie* » ***complètement bidon*** « *inscrit dans la Constitution de la République française* ». Certaines compétences régaliennes pourraient être transférées après un vote à une majorité des deux tiers au parlement de la colonie – ce qui ne va jamais arriver. L'ONU (si ce nid de brigands impérialistes existe encore d'ici quelques années) pourrait à terme reconnaître le nouvel « État » (tout comme l'inexistant « État palestinien »).

Tout ce que le FLNKS a en réalité obtenu c'est la « libération » de Christian Tein et quelques autres camarades, qui restent déportés en France et poursuivis. Il n'y a même pas de loi d'amnistie prévue. Cela a suffi, avec les mesquines sinécures qui viendront avec l'« État de Nouvelle-Calédonie » pour faire capituler les dirigeants nationalistes sur toute la ligne.

Les vagues promesses de « développement » et « relance de l'économie » ne valent rien. Bien au contraire, Macron et Bayrou se préparent à imposer une austérité draconienne. Le joug colonial français n'a rien d'autre à offrir aux masses coloniales qu'une misère abjecte, la répression et l'oppression raciste. Il y a un fossé énorme, et grandissant, entre les prétentions de l'impérialisme français à continuer à jouer un rôle global et son économie pourrissante, centrée sur la spéculation, les armes et le luxe. Pour essayer de se maintenir parmi les puissances qui dominent le monde, les capitalistes français doivent s'attaquer aux conditions de vie des travailleurs et des opprimés en métropole et dans chaque colonie.

On ne peut pas se battre, ici en métropole, pour défendre nos emplois, nos salaires, nos retraites, etc., tout en restant indifférent aux déprédations de ces mêmes capitalistes et de leur gouvernement en Kanaky, en Martinique et ailleurs ! Chaque coup asséné par les militants kanak à l'État français mettra le mouvement ouvrier en France en meilleure position pour se battre et, à l'inverse, chaque défaite du mouvement kanak renforce notre ennemi commun : l'impérialisme français. ***La lutte du peuple kanak pour sa libération est dans l'intérêt matériel immédiat des travailleurs en France !***

Matignon, Nouméa, Bougival… ça suffit avec les accords pourris !

Les nouveaux accords sont si sournois qu'il semble certain qu'une majorité du FLNKS va les rejeter. L'Union calédonienne, colonne vertébrale du FLNKS, a déjà annoncé son rejet « en bloc » des accords. L'USTKE, qui a eu une AG extraordinaire le 24 juillet afin de prendre « *une position syndicale et politique claire* » sur les accords, n'a pas encore osé s'exprimer publiquement, autant que nous sachions. Le Palika, l'Union progressiste en Mélanésie et le Rassemblement démocratique océanien soutiennent, eux, la trahison à Bougival. La convention du FLNKS est censée avoir lieu le 9 août. Le FLNKS va sans doute scissionner, ***et il faut le scissionner***, mais sur des bases politiques claires.

Il faut rompre avec les traîtres « bougi-valets » et tous ceux qui les soutiendraient ! C'est, de toute évidence, la condition préalable à toute stratégie capable de conduire à la victoire. Mais cela ne suffit pas. Les nouveaux « dissidents » à la tête des organisations nationalistes ne font que chercher un accord un peu moins pire qui maintiendrait Kanaky sous souveraineté française mais en obtenant, peut-être, encore plus de phrases creuses d'« autodétermination ». Ça fait 40 ans que les impérialistes promettent la même chose, et on voit où cela a mené. Non ! Pour reconstruire le mouvement pour l'indépendance kanak, il faut aussi rompre avec ceux qui critiquent les accords de Bougival tout en s'accrochant à ceux de Nouméa. Maintenir l'unité avec eux équivaut à condamner le mouvement indépendantiste à la paralysie, la démoralisation et la défaite. Pour forger une nouvelle direction, il faut partir de la prémisse que ***tout accord*** avec la puissance coloniale, autre qu'entérinant l'indépendance totale et le retrait de la soldatesque française, ***sera contraire aux intérêts des Kanak et des caldoches pauvres***.

Une trahison annoncée

Une partie des dirigeants, comme ceux de l'UC, se disent surpris, mais cela faisait des mois que Manuel Valls (ce fanatique chauvin islamophobe) annonçait le projet d'un deal consistant à faire de Kanaky un simple protectorat français, une sorte d'« État associé » à la Porto Rico (assujetti, lui, à l'impérialisme américain). Et pendant tous ces mois les dirigeants du FLNKS se félicitaient de l'« avancée » des négociations. À la tête de la délégation kanak à Bougival se trouvait Emmanuel Tjibaou – le fils de Jean-Marie Tjibaou, signataire des accords de Matignon en 1988 dont le but n'était autre que de ***mettre fin*** à la lutte du peuple kanak pour sa libération et ***corrompre*** les dirigeants indépendantistes. Emmanuel Tjibaou, député du NFP, a d'ailleurs refusé de voter pour la motion de censure contre le gouvernement Barnier l'an dernier (tout comme le loyaliste Nicolas Metzdorf), se montrant « *satisfait de la nouvelle approche du gouvernement sur le dossier calédonien* » (France Info, 4 décembre 2024). Avec de telles références, on s'attendait à quoi ?

Au vu de cette abjecte trahison, les dirigeants nouvellement dissidents du FLNKS se savent incapables de contrôler leur base, qui s'est sacrifiée pendant des décennies dans la lutte contre la puissance coloniale – y compris en mai 2024. Mais il s'agit d'une trahison annoncée de longue date. Depuis la signature des accords de Matignon, puis

Suite page 11

LE BOLCHEVIK

Publié par le Comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : V. Piett
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par
la Société d'édition 3L, SARL au capital
de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP,
30 rue Raspail,
93120 La Courneuve

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Après le 7 Octobre : Où en sommes-nous ?

Hani Alshaer / Anadolu ; IMAGO / Hadi Daoud apaimages

Ci-dessus : des militants palestiniens célèbrent la destruction d'un char israélien le 7 octobre 2023. À droite : victimes des tirs israéliens à Gaza le 20 juillet 2025.

L'article suivant est traduit de Spartacist *édition en anglais n° 70, mai 2025.*

Avant le 7 Octobre, la situation en Palestine était relativement stable, même si « stable » ne veut pas dire « bonne ». En fait la situation se détériorait depuis des années ; la politique du gouvernement Nétanyahou consistait à « gérer le conflit », autrement dit à refuser toute tentative de négociations. Israël appliquait la politique de la carotte et du bâton. Côté carotte, on donnait de l'argent à l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, et au Hamas à Gaza, pour assurer la stabilité des services administratifs. Côté bâton, la Cisjordanie et Jérusalem-Est étaient de plus en plus militarisés et on autorisait les colons à empiéter toujours davantage sur le territoire palestinien. De 2021 à 2023, un nouveau record était battu chaque année du nombre de Palestiniens tués par l'armée israélienne en « temps de paix ». À Gaza, « gérer le conflit » signifiait aussi « tondre la pelouse » toutes les quelques années, Israël commettant des massacres pour démoraliser la population. C'est ce qui s'est passé avec une intensité croissante en 2008, 2012, 2014 et 2021.

Pendant cette période de « gestion du conflit », Israël commençait à connaître des crises intérieures liées à la corruption de Nétanyahou et à ses tentatives de prendre le contrôle des tribunaux ; ces crises ont culminé dans une grève générale contre Nétanyahou, dominée par des forces libérales. Au niveau régional, la guerre en Syrie restait gelée pendant des années, même si le régime d'Assad semblait avoir le dessus. Malgré l'impopularité de l'intervention du Hezbollah et de l'Iran aux côtés d'Assad, la position militaire du régime restait relativement forte.

Le 7 Octobre et la stratégie du Hamas

Le 7 Octobre a fait exploser le statu quo dans la région. Les combattants du Hamas ont franchi la clôture isolant la bande de Gaza, affronté l'armée israélienne et massacré des centaines de civils. C'était l'attaque la plus meurtrière contre Israël depuis la guerre du Kippour de 1973. Le gouvernement israélien a abandonné son objectif de « gérer le conflit » et entrepris de le « résoudre ». Comment ? En « éliminant le Hamas », autrement dit en éliminant toute résistance palestinienne et en soumettant les Palestiniens par le massacre et le nettoyage ethnique afin de les obliger à capituler.

Un an et demi plus tard, le rapport de force a basculé du côté de l'État israélien et de l'impérialisme américain. Gaza est en ruines, plus de 50 000 Palestiniens ont été tués (beaucoup estiment que le bilan est bien plus lourd), et Israël a maintenant le champ libre pour intensifier sa guerre génocidaire et affamer la bande de Gaza. Cette situation catastrophique n'est pas simplement le résultat de la supériorité militaire israélienne. Elle est aussi due à la stratégie du Hamas, qui reposait sur plusieurs pronostics erronés :

1) Que l'impérialisme américain interviendrait pour forcer Israël à faire des concessions aux Palestiniens.
2) Que les États-Unis seraient forcés de le faire sous la pression de la « communauté internationale », de l'opinion publique et des mouvements de protestation.
3) Que l'Iran et le reste de l'Axe de la résistance seraient forcés de déclarer une guerre régionale contre Israël.
4) Que le chaos en Israël était tel que l'armée s'écroulerait de l'intérieur.

Le premier pronostic en dit long sur les illusions que se faisait le Hamas dans l'impérialisme américain. Il croyait que, du fait de leur affaiblissement, les États-Unis seraient davantage prêts à des concessions et à accepter un recul de leur sphère d'influence. En réalité, ***c'est exactement l'inverse***. Voyant leur hégémonie menacée, les États-Unis doivent s'appuyer davantage encore sur leur pitbull israélien.

Les espoirs exprimés dans le deuxième pronostic nient le fait que les États-Unis dirigent la communauté internationale. C'était prendre ses désirs pour la réalité que de croire que les pays occidentaux ou les régimes arabes serviles défieraient les diktats américains. Quant aux mouvements de protestation, en Occident ils sont restés dominés par une politique libérale, ce qui garantissait leur impuissance. Dans tout le Moyen-Orient, les mouvements de protestation n'ont été encouragés par les régimes en place que pour faire baisser la pression sur eux et pour couvrir leur propre inaction, et/ou dans certains cas ils étaient dirigés par des islamistes politiquement similaires au Hamas. À chaque fois l'élan des masses a été freiné.

Le troisième pronostic montrait une foi aveugle dans le régime islamique iranien et dans le Hezbollah. Le régime clérical de Téhéran et les dirigeants du mouvement chiite libanais ont toujours placé la stabilité de leur propre pays et leurs intérêts immédiats au-dessus de ceux des Palestiniens. C'est ce qui est derrière leur doctrine de « patience stratégique » : l'idée que l'Axe de la résistance allait mener une longue guerre d'usure contre Israël et les États-Unis affaiblissant progressivement leur puissance militaire, le tout combiné à des proclamations diplomatiques basées sur le « droit international » et les principes libéraux. En réalité, ***la « patience stratégique » laissait toute l'initiative entre les mains d'Israël et des États-Unis***, qui étaient tout à fait disposés à mener une escalade militaire permanente, à porter les coups les plus durs possible et à violer toutes les normes des conflits précédents. De son côté, l'Axe de la résistance, malgré ses considérables capacités militaires, restait politiquement paralysé et multipliait les reculs.

Le quatrième pronostic montrait de la part du Hamas une mécompréhension profonde de la crise intérieure israélienne. Les divisions au sein de la société israélienne sont assurément profondes. Mais un choc comme le 7 Octobre, marqué par le massacre indiscriminé de civils des kibboutz et de festivaliers, n'était pas de nature à exacerber ces divisions ; il a au contraire fourni le moyen de les surmonter. Ce genre d'action renforce la classe dirigeante israélienne et le sionisme dans toutes ses tendances, qui présentent l'État israélien comme le seul rempart contre un nouvel holocauste. C'est pourquoi l'idée – très répandue dans le mouvement propalestinien – que la société israélienne s'écroulera après tout choc sérieux est erronée et elle cause une profonde désorientation. De plus, le Hamas avait l'illusion que la pression des sionistes libéraux pour poursuivre les négociations en vue d'un cessez-le-feu conduirait à des concessions au camp palestinien. Mais ce ne sont pas les libéraux qui ont le dessus, c'est le gouvernement d'extrême droite de Nétanyahou. Celui-ci n'a nullement caché

Omar al-Qattaa / AFP

22 février : le Hamas rend des otages à Rafah lors d'un cessez-le-feu.

que sa priorité numéro un était la destruction du Hamas, et tant pis si des otages mouraient, comme cela a été le cas pour beaucoup d'entre eux. Cette politique a provoqué beaucoup d'indignation de la part des libéraux israéliens mais ceux-ci n'ont aucun moyen de la remettre en cause car ils partagent avec Nétanyahou la même vision des tenants et des aboutissants de la guerre.

C'est pourquoi, malgré le fait que le 7 Octobre a été un grave revers pour Israël, les failles politiques de la stratégie derrière cette opération ne pouvaient que conduire à un désastre pour la lutte de libération. Le Hamas savait très bien que le 7 Octobre provoquerait une nouvelle guerre dévastatrice contre Gaza. Et il savait qu'il ne pourrait pas la gagner. Sa stratégie consistait à livrer Gaza au massacre dans l'espoir que l'Axe de la résistance entrerait en guerre et que cela forcerait la communauté internationale et les États-Unis à intervenir contre Israël.

Au lieu de cela, le massacre indiscriminé de civils a été utilisé par le gouvernement israélien pour se lancer ouvertement dans un génocide, avec le soutien total des États-Unis. Pendant toute la durée de la guerre, l'Iran et le Hezbollah n'ont pas cessé de temporiser et de tergiverser, une faiblesse qu'Israël a exploitée avec une efficacité dévastatrice. Quant à la communauté internationale, les États-Unis ont fait le nécessaire pour qu'elle ne fasse rien d'autre que publier de vaines déclarations et résolutions de l'ONU. Aujourd'hui que le mouvement propalestinien reflue en Occident, les politiciens réactionnaires s'acharnent contre ses militants. Au bout du compte, le slogan pro-iranien de « faire bouillir lentement la grenouille israélienne » s'est avéré fatal contre le précepte talmudique « Si quelqu'un vient te tuer, lève-toi et tue-le auparavant ».

L'Axe de la résistance

Le Hamas est toujours là, et Israël ne s'en est pas sorti indemne. Mais il est clair qu'Israël a le dessus, et que les moyens militaires qui peuvent rester au Hamas ne suffiront pas à altérer le rapport de forces au profit des Palestiniens. La direction du Hamas a déjà dû lâcher le contrôle de Gaza, et elle insiste seulement que « les armes de la résistance sont une ligne rouge ».

Au Liban, Israël a réussi à dissuader d'agir le Hezbollah, une des principales forces pouvant défier la suprématie de l'armée israélienne dans la région. L'intervention du Hezbollah dans la guerre s'est limitée à maintenir actif le front libanais tant que les combats faisaient rage à Gaza. Dans son dernier discours, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah affirmait que « *le front libanais ne s'arrêtera pas tant que l'agression contre Gaza ne cessera* » et que Nétanyahou ne pourrait pas « *renvoyer les colons occupants usurpateurs dans les colonies du nord. Faites ce que vous voulez. Vous ne le pourrez pas* ». Quelques jours plus tard, Nasrallah était prêt à signer un accord de cessez-le-feu. Peu après, le 27 septembre 2024, il était assassiné. Les buts de guerre du Hezbollah n'avaient pas été atteints et l'organisation était décapitée. Bien sûr, le Hezbollah est toujours là – les funérailles de Nasrallah, en présence d'une foule immense, étaient une énorme démonstration de force et le plus grand rassemblement de l'histoire du Liban. Mais Israël occupe toujours cinq postes d'observation au Liban et continue de frapper des positions du Hezbollah.

L'Iran, la principale force de l'Axe de la résistance, a perdu la face dans cette guerre. Beaucoup de Palestiniens et de Libanais disent que l'Iran aurait dû intervenir plus fortement dès le début. Au lieu de cela, il a passé l'essentiel de la guerre à essayer de faire monter la pression diplomatique pour un cessez-le-feu. Il n'est intervenu que lorsqu'il a été absolument obligé de le faire, après de multiples provocations israéliennes, dont le bombardement de son consulat en Syrie et l'assassinat de la presque totalité de la direction du Hezbollah. Les attaques iraniennes contre Israël ont montré ses capacités militaires, notamment la deuxième d'entre elles en octobre 2024, une attaque surprise menée avec 180 missiles balistiques. De nombreux missiles de nouvelle génération ont percé les défenses aériennes israéliennes et frappé avec précision des bases israéliennes. Cela a eu un effet dissuasif [jusqu'en juin dernier] sur certains qui en Israël préconisaient une guerre avec l'Iran.

Cette salve de missiles montrait que pour l'Iran le principal problème stratégique dans ce conflit n'était pas militaire mais ***politique***. Le régime islamique vit dans la crainte permanente des masses iraniennes ; il est empêtré dans une crise économique et il cherche toujours à se rabibocher avec les États-Unis, un objectif que cherche à atteindre l'ayatollah Khamenei en s'appuyant sur la fraction réformiste. Voilà la source des valses-hésitations et de l'inaction qui prévalent depuis le début du génocide. Après les échanges de missiles, l'initiative est repassée du côté d'Israël, qui a continué à massacrer les Palestiniens, les militants du Hamas et du Hezbollah et d'autres encore.

Un autre coup sévère porté au Hezbollah et à l'Iran a été la chute de la dictature détestée d'Assad en Syrie, qui jusque-là leur garantissait une voie d'approvisionnement militaire (voir « Seul l'anti-impérialisme peut unir les peuples de Syrie », *Le Bolchévik* n° 238, février 2025). Le nouveau gouvernement syrien a clairement affirmé dès le début qu'il s'opposait au « projet iranien » et il a fait appel à l'impérialisme occidental, même après qu'Israël avait envahi le Sud de la Syrie et occupé le point culminant du pays.

Cela dit, l'attitude du nouveau régime peut changer. Israël a déclaré à plusieurs reprises qu'il veut « démilitariser » la région au Sud de Damas et qu'il est prêt à une invasion pour défendre la minorité druze à Damas. Avec ces menaces qui s'amoncellent, le nouveau régime pourrait se retrouver sous pression de réagir, même si cette réaction serait incroyablement faible étant donné les divisions au sein du nouvel appareil d'État. Début avril, le régime syrien a fait plusieurs déclarations dénonçant la présence israélienne, et dans la province de Deraa des milices locales (qui ne font pas partie de la milice HTS qui a pris le pouvoir à Damas) ont affronté les forces d'occupation israéliennes dans le Sud. Reste à voir jusqu'où ira l'expansionnisme israélien. Quoi qu'il en soit, les milices locales syriennes ne représentent pas une menace sérieuse.

Israël attise les flammes du communautarisme en Syrie, en essayant de s'attacher les minorités alaouite, chrétienne et druze qui étaient les piliers du régime d'Assad. Du fait des assassinats en masse d'alaouites sur la côte, toute perspective d'unité syrienne est exclue sous le nouveau régime. Jusqu'à la chute d'Assad, le 7 Octobre avait semblé unir les sunnites et les chiites dans toute la région contre l'agression israélienne. La chute du régime a fait s'écrouler cette façade : le communautarisme sunnite refait surface au Liban, le Hamas et l'Axe de la résistance sont divisés sur la Syrie, et le régime syrien est en conflit avec le Hezbollah et l'Axe de la résistance.

Les Houthis sont la seule force de l'Axe de la résistance dont l'autorité s'est renforcée. Malgré des bombardements américains, britanniques et israéliens incessants, ils ont réussi à constamment perturber le trafic maritime en mer Rouge et même à attaquer directement Israël. Trump cherche une nouvelle fois à les mater à coups de bombes, mais rien n'indique qu'il y réussira mieux que Biden, dont la campagne avait été un échec. Cependant, les Houthis sont de plus en plus isolés. Les négociations entre l'Iran et les États-Unis n'augurent rien de bon pour eux.

Israël

La situation intérieure israélienne est complexe. La classe dirigeante n'est pas une force indépendante ; depuis la crise de Suez en 1956, et surtout depuis la guerre de 1967, elle est liée à l'impérialisme américain. Ce qui est décisif en Israël, c'est le vent qui souffle depuis les États-Unis. L'importance d'Israël n'a jamais tenu à ses ressources naturelles ni à son industrie mais à son utilité en tant qu'avant-poste militaire servant à garantir la division et l'exploitation impérialistes du Moyen-Orient. Le sionisme fournit la superstructure permettant de justifier ce rôle.

Pendant des années, une bataille fractionnelle a fait rage au sein de la classe dirigeante israélienne, entre d'un côté les sionistes libéraux liés à l'establishment de l'armée et des services de renseignement ainsi qu'aux entreprises de haute technologie, et de l'autre les sionistes d'extrême droite derrière Nétanyahou, soutenus par les associations de colons. Le 7 Octobre a entraîné une pause dans les manifestations de masse de ces fractions. Mais le fardeau de la guerre, l'aggravation de la crise économique, la réélection de Trump et la reprise des efforts de Nétanyahou pour purger les tribunaux et l'appareil sécuritaire ont fait réapparaître au grand jour cette bipolarisation. Les manifestations

Suite page 8

Daniel Carde / Getty

Beyrouth, 23 février : les funérailles de Hassan Nasrallah, chef du Hezbollah, ont été le plus grand rassemblement de toute l'histoire du Liban.

L'Iran attaqué

Les marxistes qui ont échoué à l'épreuve

L'article ci-dessous a été publié originellement en anglais le 1er juillet comme supplément de Spartacist.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël est à l'offensive pour écraser les Palestiniens et paralyser toute résistance dans la région au génocide sioniste. En attaquant l'Iran, Nétanyahou s'en est pris au principal contre-poids à Israël. L'Iran est une épine dans le pied de l'impérialisme américain depuis longtemps. En se joignant aux bombardements, les États-Unis ont mis tout leur poids militaire derrière l'attaque de leur pitbull israélien. L'agression américaine visait non seulement à renforcer la mainmise des États-Unis sur le Moyen-Orient, mais aussi, au moment où l'empire américain est en déclin, à envoyer un message au reste du monde : toute résistance sera écrasée par la force.

De la part d'Israël et des États-Unis, c'était une guerre d'agression réactionnaire, un prolongement de l'offensive meurtrière de Nétanyahou contre Gaza ; elle a pour objectif de donner le champ libre dans la région aux bouchers sionistes et de désarmer et réduire à l'impuissance l'Iran face aux impérialistes. L'Iran, de son côté, ne se battait pas pour opprimer qui que ce soit. Il a mené une guerre juste et nécessaire pour défendre le pays contre l'attaque des puissances oppressives qui dominent la région. Une victoire de l'Iran aurait enrayé le massacre des Palestiniens par Israël et desserré l'étau des États-Unis et d'Israël sur le Moyen-Orient. Elle aurait été un formidable encouragement aux luttes des opprimés dans le monde entier, et notamment à celles des travailleurs aux États-Unis.

Un cessez-le-feu instable est maintenant en vigueur ; les deux camps revendiquent la victoire et aucun des conflits sous-jacents n'est résolu. Il semble qu'Israël ait infligé davantage de dommages à l'Iran, mais sans réussir à éliminer l'Iran comme puissance régionale. Les États-Unis ont fait une démonstration de force, cherchant à obliger l'Iran à accepter un accord de paix humiliant qui désarmerait le pays et discréditerait le régime. Mais l'Iran n'a pas capitulé. Il a infligé des dommages à Israël mais n'a pas modifié le rapport des forces dans la région. La situation est bloquée.

Une chose est claire : nulle part dans le monde le mouvement ouvrier n'a été un facteur dans ce conflit. Il est significatif que l'opposition venant du mouvement trumpiste « MAGA » ait pesé davantage. En Israël et aux États-Unis, soit les directions syndicales ont soutenu la guerre menée par leur gouvernement, soit elles n'ont rien dit. Le peu d'opposition qui s'est manifestée dans différents pays était dominée par le pacifisme. C'est un vrai signe de faiblesse que le mouvement ouvrier soit resté aux abonnés absents alors que les impérialistes américains partaient en guerre.

Dans ces circonstances, qu'auraient dû faire les marxistes pour faire avancer la cause de la révolution ? Il fallait se battre pour que la classe ouvrière joue un rôle. En premier lieu, cela voulait dire prendre une position correcte sur la guerre. Le marxisme révolutionnaire a toujours pris le côté des nations opprimées contre les grandes puissances prédatrices. Dans cette guerre, se prononcer pour la ***victoire de l'Iran*** et la ***défaite des États-Unis et d'Israël*** était évidemment le point de départ incontournable, y compris en défendant le droit de l'Iran à l'arme nucléaire, une mesure élémentaire d'autodéfense pour les pays opprimés. Mais il fallait aussi lutter pour que la classe ouvrière se mobilise de façon indépendante, contre l'illusion que les BRICS, le régime iranien ou toute autre force capitaliste allait combattre l'impérialisme.

Dans son écrasante majorité, la gauche marxiste a raté l'épreuve. Certaines tendances, comme l'Alternative socialiste internationale (ASI), ont directement capitulé devant l'impérialisme en tirant un trait d'égalité entre les États-Unis et leur victime. D'autres, comme la Tendance communiste internationale, sont arrivées à la même conclusion avec l'argument gauchiste qu'on ne peut pas prendre le côté d'un État bourgeois, niant ainsi la distinction fondamentale entre nations opprimées et nations oppressives. La plupart des groupes marxistes n'ont pas été ouvertement sociaux-chauvins : ils se sont opposés à la guerre et ont dénoncé Israël et les États-Unis, mais ils ont quand même refusé de défendre l'Iran. Certaines organisations se sont rangées du côté de l'Iran, mais en soutenant aussi son régime réactionnaire.

Au niveau international, seules quelques tendances ont adopté une position juste pour une défense lutte de classe de l'Iran. Mais la plupart l'ont fait seulement sur le papier. Pour faire en sorte que la classe ouvrière devienne un facteur dans la situation actuelle, il ne suffisait pas d'adopter une position formellement orthodoxe. Il était nécessaire de se battre pour que le mouvement ouvrier passe à l'action sur la base de cette position.

Les tâches des marxistes en Iran

Le principal argument avancé dans la gauche internationale pour refuser de défendre l'Iran dans cette guerre était de dire que le régime opprime de façon brutale sa population. Bien sûr c'est vrai. D'abord et avant tout, c'est un problème pour la gauche iranienne, qui pouvait faire deux erreurs et a fait soit l'une soit l'autre. La première est de refuser de défendre l'Iran dans cette guerre parce que le régime est réactionnaire et oppressif et qu'une victoire le renforcerait. C'est cette erreur qu'ont faite les communistes du groupe Manjanigh. Une défaite de l'Iran face aux États-Unis et à Israël ne serait pas juste une défaite pour le régime mais aussi un coup ayant des conséquences catastrophiques pour tous ceux qui vivent en Iran – il suffit de regarder ce que le changement de régime manigancé par les États-Unis a signifié en Irak, en Afghanistan, en Libye et en Syrie. Une victoire américano-sioniste rendrait beaucoup plus difficile toute lutte du mouvement ouvrier.

Est-ce qu'une victoire de l'Iran renforcerait le régime ? Cela dépend de la gauche marxiste elle-même. Ce qui renforce le plus le pouvoir iranien, c'est que la gauche reste les bras croisés sans rien faire quand le pays est attaqué – le régime des mollahs apparaît alors comme la seule force anti-impérialiste. Effectivement, si la gauche abandonnait son drapeau pour acclamer le régime, cela le renforcerait. Pour vraiment saper la popularité du régime, la gauche marxiste devait mettre en avant sa propre stratégie pour défendre le pays, en montrant à chaque étape combien le caractère réactionnaire du régime était un obstacle à cette défense.

L'autorité du régime iranien repose sur son opposition à l'impérialisme et sur sa posture de défenseur des chiites, une minorité opprimée dans l'ensemble de la région. Depuis 1979 et le renversement du shah, ce fantoche des États-Unis, le régime n'a cessé de contester les intérêts américains et sionistes. La vague d'unité nationale qui a submergé l'Iran après les attaques israéliennes et américaines montre que ce sentiment est profondément ancré. En refusant de se prononcer pour la défense de l'Iran, la gauche ne fait que s'isoler, et c'est à juste titre qu'elle s'attire le mépris des masses.

La faillite de cette position se révèle clairement quand la question est posée concrètement. Qu'est-ce que cela voudrait dire pour les travailleurs iraniens d'être contre la guerre ? Cela voudrait dire qu'ils devraient activement essayer de stopper les activités militaires du gouvernement, par exemple en stoppant la production et le transport des armes. Ce serait une réponse totalement réactionnaire. Cela ne ferait qu'aider les Israéliens et les Américains à dominer le pays. À l'inverse, aux États-Unis et en Israël, des actions ouvrières pour stopper les livraisons d'armes seraient des actions progressistes.

La deuxième erreur que fait la gauche iranienne, c'est d'abandonner son opposition au régime pendant la guerre. En fait, il est suicidaire de compter sur le régime pour défendre le pays, comme le montre ce qui s'est passé depuis le 7 Octobre. Téhéran n'a pas organisé d'opposition sérieuse aux dévastations israéliennes à Gaza et en Cisjordanie, ni à la décapitation du Hezbollah ni à l'invasion israélienne en Syrie. Cela a accru l'isolement de l'Iran et l'a affaibli face à l'attaque américaine et israélienne.

La nature réactionnaire du régime iranien sape et amoindrit son opposition à l'impérialisme. Comme sa base se trouve parmi les élites iraniennes, appeler les masses défavorisées à la lutte menacerait leurs privilèges matériels. Son communautarisme chiite est un repoussoir pour les femmes et les minorités

religieuses, et son nationalisme perse en fait l'ennemi des peuples kurde, baloutche et azéri qui sont maintenus de force dans l'État iranien. Cela a poussé beaucoup de groupes kurdes ou féministes soit à soutenir Israël dans la guerre soit, comme le groupe Komala/Parti communiste d'Iran et l'organisation socialiste-féministe Frieda Afary, à refuser de défendre l'Iran contre cette attaque.

Dans le contexte actuel, les marxistes iraniens doivent se battre pour mobiliser les travailleurs et les paysans perses, les femmes et les minorités nationales et religieuses pour défendre le pays en se basant sur des mesures qui renforceront les opprimés. Toutes les mesures les plus efficaces pour défendre le pays nécessitent de lutter contre le régime. Défendre le droit des Kurdes et des autres minorités nationales à former des États séparés est la voie la plus sûre pour forger une alliance avec les combattants kurdes, baloutches et azéris qui sont profondément dévoués à la cause de la libération de leur peuple. Exiger la fin de la religion d'État et la liberté de ne pas porter le voile couperait l'herbe sous le pied des forces pro-impérialistes dans le mouvement des femmes et encouragerait les travailleuses à rejoindre la lutte anti-impérialiste. Le contrôle ouvrier des usines et de la terre et l'annulation des dettes des paysans donnerait un puissant élan à la défense du pays. Ces mesures seraient une inspiration pour les peuples du Moyen-Orient ainsi que pour les travailleurs du monde impérialiste.

Le Parti Toudeh iranien a échoué aux deux épreuves de la défense du pays et de la défense des opprimés. Il a publié des déclarations appelant à la défense de l'Iran – mais aussi une déclaration commune avec le Parti communiste d'Israël qui ne prenait même pas un côté dans la guerre et condamnait les actions militaires et les armes nucléaires des deux côtés (« Halte aux tueries ! Arrêtons la guerre immédiatement ! », solidnet.org, 17 juin). Au lieu d'arracher les masses iraniennes à l'emprise du régime, le Toudeh a abandonné aux mollahs la direction de la lutte anti-impérialiste. En même temps, il insiste qu'il faut défendre « l'intégrité territoriale de la patrie » et capitule ainsi devant le chauvinisme perse du régime en soutenant le maintien par la force des minorités nationales au sein de l'État iranien. La gauche iranienne doit emprunter un cours nouveau !

Capitulation social-chauvine en Occident

Quand l'administration Trump est entrée en guerre contre l'Iran, elle n'a rencontré que très peu d'opposition aux États-Unis mêmes. Le principal problème qu'avait le Parti démocrate avec le bombardement de l'Iran, c'est qu'il n'avait pas été dûment autorisé par le Congrès. Les politiciens libéraux comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez ont fait cause commune avec l'opposition au sein de la mouvance MAGA pour argumenter qu'une nouvelle et coûteuse « guerre sans fin » serait contraire aux intérêts américains bien compris. Les directions syndicales soit ont soutenu les bombardements – comme Harold Daggett, le chef du syndicat des dockers ILA – soit

509th Bomb Wing / U.S. Air Force photo / Alamy Live News

Bombardier furtif américain B-2 de retour à sa base dans le Missouri après avoir bombardé l'Iran, le 22 juin.

n'ont rien dit, comme Shawn Fain pour le syndicat de l'automobile UAW. Le problème est au fond celui-ci : tous ces gens soutiennent l'empire américain et sont d'accord qu'il faut désarmer et asservir l'Iran.

Dans ce contexte, la tâche des révolutionnaires aux États-Unis était de lutter contre cette attaque : se prononcer pour la défense de l'Iran et la défaite de « leur » gouvernement impérialiste. Comme l'expliquait déjà Lénine pendant la Première Guerre mondiale :

> « Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. […]
>
> « [Les socialistes] doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de "leurs" gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin. »
>
> – *Le socialisme et la guerre*, 1915

Pour que la classe ouvrière joue un rôle dans ce conflit, il fallait enfoncer un coin entre d'un côté les dirigeants syndicaux, les libéraux et les sociaux-démocrates qui soutiennent l'ordre impérialiste dominé par les États-Unis, et de l'autre les travailleurs qui sont pressurés pour payer les frais du maintien de la botte américaine sur la planète.

Qu'a fait l'extrême gauche ? Voici ce qu'a écrit l'Alternative socialiste internationale :

> « La seule voie pour aller de l'avant, c'est une lutte de classe massive contre le capitalisme israélien et l'impérialisme américain, et contre les régimes capitalistes qui exploitent et répriment les travailleurs, les femmes et les nationalités et minorités opprimées dans toute la région. »
>
> – « Escalade de la guerre contre l'Iran – Trump prêt à intervenir », internationalsocialist.net, 18 juin

Derrière l'affirmation que la lutte de classe ouvrière massive est la seule solution – une platitude incontestable –, l'ASI tire un trait d'égalité entre les États-Unis, la puissance impérialiste dominante, et l'Iran, un pays ravagé par l'impérialisme américain. La conclusion de cette analyse, c'est que l'ASI ne choisit pas son camp.

L'ASI continue sur sa lancée avec de belles phrases sur l'unité internationale de la classe ouvrière :

> « Les organisations ouvrières doivent s'unir dans la lutte au-delà des frontières et des communautés, pour se battre pour un avenir partagé de liberté sans occupation ni impérialisme, pour les pleins droits démocratiques et nationaux, la propriété publique et le contrôle démocratique des richesses et des ressources. »

En réalité, les organisations ouvrières ne s'uniront jamais « *au-delà des frontières et des communautés, pour se battre pour un avenir partagé* » si dans les pays impérialistes le mouvement ouvrier ne se mobilise pas contre les déprédations de sa « propre » classe dirigeante et contre l'asservissement du Sud global.

Quand les pacifistes noient le poisson

En menaçant d'entraîner le Moyen-Orient dans une guerre régionale, les attaques israélienne et américaine contre l'Iran ont été un choc déstabilisateur pour les gouvernements des autres pays impérialistes en Occident et au Japon. Ils ont fait des déclarations grandiloquentes appelant à la paix, à la désescalade et à des négociations. Mais comme ces puissances impérialistes sont des laquais des États-Unis dont elles dépendent totalement pour garder une place à la table des grands, elles sont comme des toutous à qui on dit « va chercher ». C'est pourquoi, après s'être d'abord opposées à la guerre contre l'Iran, elles ont finalement applaudi les bombardements américains comme un acte de « paix ».

Dans ces pays, le courant pacifiste au sein des directions syndicales et parmi les libéraux reflétait la posture hypocrite de la classe dirigeante. Pour les impérialistes, choisir le côté de l'Iran est une ligne rouge. Le mouvement pro-palestinien et les manifestations contre la guerre en Iran ont soigneusement évité de la franchir. Qu'a fait l'extrême gauche dans ces pays ? Dans la plupart des cas, elle a avancé exactement les mêmes mots d'ordre que les libéraux : « Halte à la guerre », « Bas les pattes devant l'Iran » et le désarmement nucléaire. C'était une manière de masquer la question fondamentale : ***il fallait choisir son camp.***

L'Internationale communiste révolutionnaire (ICR) se présente comme vouée corps et âme à la lutte pour la révolution. Comment a-t-elle donc réagi face au test de la guerre ? Après avoir publié plusieurs longs articles d'analyse qui escamotaient soigneusement les enjeux de la guerre, l'ICR a finalement sorti un communiqué dix jours après le début du conflit où elle reconnaissait ceci :

> « Le véritable objectif de cette guerre n'est pas la stabilité, la paix, la démocratie ou la destruction des armes nucléaires. Il s'agit pour la classe dirigeante israélienne et ses partenaires occidentaux de se réserver le droit incontesté de faire ce qu'ils veulent dans la région : intimider, bombarder et envahir n'importe qui, n'importe où, n'importe quand, sans rencontrer la moindre opposition. »
>
> – « Non à la guerre contre l'Iran ! À bas l'impérialisme américain ! », marxist.com, 24 juin

À partir de là, ils aboutissaient à cette conclusion correcte : « *notre ennemi principal est chez nous, et la lutte pour la libération des nations opprimées est indissociable de la lutte contre la classe capitaliste en Occident.* » Mais l'ICR évitait ***toujours*** de tirer la conclusion découlant de cette analyse, à savoir qu'il fallait prendre le côté de l'Iran dans cette guerre. C'est seulement le 30 juin – presque une semaine après le cessez-le-feu – que l'ICR a annoncé que « *les communistes révolutionnaires sont pleinement du côté de l'Iran, même si nous n'avons aucune sympathie pour le régime politique des ayatollahs, qui est un régime réactionnaire et anti-ouvrier* » (déclaration en anglais, traduite par nos soins).

Pendant toute la durée de la guerre menée par les États-Unis et Israël, l'ICR n'a pas pris le côté de l'Iran. Il ne s'agit pas là d'une question de langage. Dans les pays occidentaux où l'ICR a son implantation principale, une aile de la bourgeoisie impérialiste a cherché à utiliser les aspirations pacifistes légitimes des masses pour les mobiliser derrière ses propres intérêts prédateurs. Intervenir en tant que révolutionnaire signifie démasquer le pacifisme hypocrite de la classe dirigeante et montrer aux masses que la voie de la paix passe par une opposition à son « propre » gouvernement. Cela pouvait signifier uniquement la victoire de l'Iran et la défaite des États-Unis et d'Israël.

Les principaux mots d'ordre de l'ICR pendant la guerre étaient « Bas les pattes devant l'Iran » et « À bas les fauteurs de guerre », des slogans qui permettent de nager avec le courant du pacifisme pro-impérialiste, avec la bureaucratie syndicale britannique et avec Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez aux États-Unis. L'ICR était prolixe contre Trump, Nétanyahou et les fauteurs de guerre mais elle n'avait rien à dire contre les illusions trompeuses du pacifisme bourgeois. Ajouter des mots d'ordre comme « À bas l'impérialisme américain » et « Révolution contre la classe des milliardaires » ne traçait pas une ligne de démarcation car ces slogans étaient totalement abstraits et sans aucune conséquence pratique. Ce qu'a

fait l'ICR, c'était de jeter une passerelle entre l'aile de la bourgeoisie opposée à la guerre et la gauche radicale.

Ce qui aurait constitué une intervention révolutionnaire dans cette guerre, ce n'était pas d'appeler à la révolution ou de brandir des drapeaux rouges, mais de lutter pour briser l'emprise des défenseurs de l'impérialisme sur le mouvement ouvrier, et d'arracher aux libéraux la direction du mouvement propalestinien. L'intervention de l'ICR pendant cette guerre n'était pas révolutionnaire – elle n'a fait que créer de la confusion.

Le Sud global

Une défaite décisive de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran aurait directement profité à la lutte de libération nationale dans l'ensemble du Sud global. Dans ces pays, la tâche des marxistes était de mobiliser les masses sur cette base. Un des principaux obstacles était le double jeu des dirigeants des pays dépendants. Dans le monde arabe ou en Amérique latine, la plupart des gouvernements ont dénoncé la guerre. Mais en même temps, la plupart d'entre eux sont des alliés fidèles des impérialistes américains, et ils ont à peine levé le petit doigt contre l'offensive américano-sioniste.

Dans tout le Sud global, beaucoup de militants de gauche regardent du côté des BRICS, qui sont dominés par ces mêmes dirigeants, pour trouver une alternative à la domination américaine. Si dans cette guerre la Russie ou la Chine étaient venues au secours de leur allié iranien, par exemple en protégeant l'Iran sous leur parapluie nucléaire, cela aurait pu avoir un impact décisif sur le rapport des forces dans la région en arrêtant l'offensive de Nétanyahou, en affaiblissant son régime et aussi en portant un coup à la puissance américaine. Mais la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping n'ont rien fait de tel. Poutine en a au contraire profité pour intensifier son offensive réactionnaire en Ukraine, tandis que Xi Jinping négociait de nouveaux accords commerciaux tout en promettant de ne pas intervenir dans les affaires des autres pays.

Poutine et Xi Jinping ont tous les deux refusé de faire quoi que ce soit pour défendre l'Iran. Au lieu de cela, ils ont appelé à la paix, à la désescalade et au respect du droit international. Cette capitulation en rase campagne devant l'impérialisme américain montre que les BRICS sont totalement incapables de constituer une alternative. À chaque étape, ce bloc est paralysé parce que ses dirigeants défendent leurs propres intérêts étroits et réactionnaires, et par leur désir de ne pas s'attirer l'hostilité des États-Unis.

Le Parti communiste des Philippines (PCP) a donné un autre exemple de cette foi aveugle dans la communauté internationale. Reflétant les justes aspirations de sa base, le PCP écrivait :

> « Les peuples du monde entier, y compris le peuple philippin, doivent être aux côtés du peuple iranien, comme aussi du peuple palestinien, pour lutter contre la machine de guerre américano-israélienne au moment où celle-ci multiplie les déprédations dans tout le Moyen-Orient pour obliger les nations à s'incliner devant son pouvoir et à abandonner leur liberté […].
>
> « Ils doivent résolument lutter contre les guerres de l'impérialisme américain et rester fermes et unis pour exiger la fin de l'intervention et de la présence militaire américaine dans le pays. »
>
> – « S'unir et condamner fermement les bombardements américains en Iran », 22 juin

Il était juste d'appeler les masses à venir en aide à l'Iran en luttant contre les impérialistes et le gouvernement philippin. Mais le PCP affaiblit la portée de cet appel en présentant une image fausse de la situation, qui laisse entendre qu'une issue progressiste à cette guerre serait possible sans la participation des masses :

> « Israël et les États-Unis sont de plus en plus isolés de la communauté internationale des nations. En Europe et en Asie s'élève un appel unanime pour qu'Israël stoppe ses attaques contre l'Iran. Face à une opposition massive, au niveau international et aux États-Unis mêmes, Trump revient maintenant en arrière sur ses plans pour intervenir directement dans la guerre et larguer des bombes de 15 tonnes sur l'Iran. »
>
> – « Condamner la guerre d'agression américano-israélienne contre l'Iran », 21 juin

Le lendemain même de la publication de cet article, Trump lançait ses bombes de 15 tonnes. L'erreur du PCP n'était pas simplement une fausse analyse. Le contenu politique de sa déclaration était de calmer les masses au lieu de les pousser à la lutte, avec l'illusion que Trump pourrait être contraint de reculer sous la pression de la « communauté internationale des nations » – une communauté composée des puissances occidentales réactionnaires qui finalement ont soutenu Trump et des dirigeants du Sud global qui ont capitulé devant lui.

Quoi que puisse dire aujourd'hui la direction du PCP sur la mobilisation des masses pour lutter contre l'impérialisme, sa politique, depuis la fondation du parti, a toujours été de soutenir l'aile libérale de la bourgeoisie philippine, où l'on trouve les partisans les plus dévoués de l'impérialisme américain. Cette stratégie a mené le mouvement anti-impérialiste dans une impasse, aux Philippines et dans beaucoup de pays du Sud global. Pour aller de l'avant, il faut rompre l'alliance entre les masses et les laquais de l'impérialisme. Comme l'expliquaient les « Thèses sur la question d'Orient » du Comintern en 1922, « *seule, une ligne révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec ceux qui cherchent à collaborer avec l'impérialisme pour préserver leur propre domination de classe peut amener les masses opprimées à la victoire* » (traduction revue par nos soins).

En réaction aux partis dans le Sud global qui comme le PCP capitulent devant la bourgeoisie, plusieurs tendances, comme le Forum marxiste à Manille, rejettent la défense de l'Iran comme constituant en soi une capitulation nationaliste. Cela les fait s'opposer aux justes aspirations des masses à lutter contre l'impérialisme et ses agents sionistes. Là encore, les Thèses du Comintern insistaient que « *le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste sous le prétexte de "défense" exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient* ».

Centrisme contre lutte révolutionnaire

Un petit nombre de tendances internationales ont adopté sur le papier une position révolutionnaire sur la guerre. Même si nous avons d'importantes divergences avec le Courant communiste révolutionnaire international, il se démarque par sa lutte pour une position de principe sur la guerre au sein de la gauche et du mouvement ouvrier. La plupart des autres groupes n'ont pas réussi à franchir le pas entre commentaire abstrait et intervention active pour réorienter le mouvement ouvrier et la gauche.

La Fraction trotskyste (FT, dont la section en France est Révolution permanente) en est un exemple. Cette tendance a d'abord adopté une position de neutralité dans la guerre ; elle a capitulé devant l'impérialisme en présentant « *Israël, le régime iranien, les puissances impérialistes* » comme également réactionnaires (« Israël attaque l'Iran : Le Moyen-Orient au bord d'une guerre totale », leftvoice.org, 15 juin – traduit par nos soins). Ce n'est que le lendemain que la section française de la FT a publié une déclaration prenant le côté de l'Iran.

C'est une bonne chose que la FT ait changé de position et pris le côté de l'Iran – c'était un progrès. Mais qu'a-t-elle fait pour transcrire cette position dans la réalité ? Jusqu'à présent sa section américaine n'a pas émis la moindre critique à l'encontre des bureaucrates syndicaux, des libéraux ou des militants de gauche qui refusent de défendre l'Iran. Le refus de la FT de se battre pour la défense de l'Iran a en réalité vidé de tout contenu cette position.

* * *

La confrontation d'Israël et des États-Unis avec l'Iran n'est pas terminée. Rien n'est résolu. Il faut s'attendre à davantage de chaos, pour la région et le reste du monde. Les dirigeants américains sont déterminés à maintenir leur empire chancelant, et pour cela ils serrent la vis à toute la planète ; leur guerre en Iran est un avertissement de ce qui nous attend. Le fait que le mouvement ouvrier n'ait pas été un facteur significatif contre la guerre américano-israélienne doit être un signal d'alarme pour la gauche marxiste. Il est urgent d'en tirer les leçons – et de le faire rapidement.

Dans le monde entier, il faut se battre pour que le mouvement ouvrier rompe avec les éléments pro-impérialistes et ceux qui prêchent la conciliation avec eux. C'est une condition essentielle pour que le prolétariat s'affirme comme force révolutionnaire. En luttant pour construire une Internationale révolutionnaire, Lénine insistait que « *l'unité avec les social-chauvins, c'est l'unité avec "sa propre" bourgeoisie nationale qui exploite d'autres nations ; c'est la division du prolétariat international* » (« L'opportunisme et la faillite de la II[e] Internationale », janvier 1916). ■

COMMUNISTE EN TABARNAK!
@CommunisteEnTabarnak
Un podcast Spartacist sur la crise de la gauche et les moyens de s'en sortir.
Animé par Gab et Vincent

Disponibles également :
L'extrême gauche française et la question nationale
Retour sur la Fête de Lutte ouvrière
Entrevue avec un militant cheminot
Il faut tirer des leçons !
Syndicalistes, militants et pro-palestiniens sous attaque
Pour un front uni contre la répression de l'État français !

Palestine…

Suite de la page 4

récurrentes pour un accord sur les otages et celles occasionnelles de l’extrême droite pour soutenir la poursuite du génocide en sont une expression. Les récentes protestations contre le limogeage du chef du Shin Bet [service de renseignement intérieur] Ronen Bar par Nétanyahou en sont une autre.

Nétanyahou se présente comme le défenseur de la démocratie contre l’État profond, combattant les juges et l’appareil sécuritaire qui restent dominés par des sionistes libéraux et par des ashkénazes (Juifs d’origine européenne). Il a réussi à exploiter les frustrations des mizrahims (Juifs d’origine moyen-orientale ou nord-africaine), qui constituent environ la moitié de la population israélienne et pour qui le sionisme libéral et la mainmise des ashkénazes signifient mépris et discrimination en termes de logement et d’emploi. (Ce qui explique pourquoi beaucoup de mizrahims sont devenus des colons en Cisjordanie.) Alors que toute la population israélienne a basculé dans une frénésie génocidaire après le 7 Octobre, la colère dirigée contre l’establishment libéral a facilité la tâche au gouvernement qui argumente que la seule solution au « problème » palestinien est la solution finale.

Les sionistes libéraux ont toujours soutenu le nettoyage ethnique des Palestiniens et l’objectif d’Eretz Israël (le Grand Israël), mais ils cherchaient à le faire sous couvert de démocratie (tout au moins pour les Juifs résidant à l’intérieur de la Ligne verte). Mais depuis le 7 Octobre, la mascarade d’Israël comme « seule démocratie au Moyen-Orient » est totalement discréditée auprès de l’opinion internationale. La fraction de Nétanyahou a fait le pari qu’elle n’a plus besoin de continuer cette mascarade, même pour les Juifs, et elle a entrepris de consolider une théocratie bonapartiste militarisée. À coups de saisies de terres, de nettoyage ethnique et d’attaques contre l’Axe de la résistance, Nétanyahou a provoqué un réalignement de la politique israélienne et réduit comme peau de chagrin l’espace politique du sionisme libéral. De ce fait, même si les libéraux revenaient au pouvoir, ce serait dans un contexte politique changé. On continuerait à poursuivre les objectifs de Nétanyahou, mais en les enrobant différemment.

La bureaucratie de la fédération syndicale Histadrout reste fermement dans le camp de la bourgeoisie libérale israélienne, et ses dirigeants soutiennent le génocide. Peu après le début de la guerre, Arnon Bar-David, le secrétaire général de la Histadrout, a fièrement apposé sa signature, au nom du syndicat, sur une bombe à lâcher sur Gaza. Ces dernières années, à chaque fois que la Histadrout a appelé à une grève générale, elle l’a fait avec le soutien d’une partie de la classe dirigeante. Cela dit, le mouvement de grève est contradictoire : le niveau de conscience des travailleurs est toujours limité au sionisme libéral, chauvin et hostile à la libération des Palestiniens, mais il reflète aussi la colère provoquée par la poursuite de la guerre. Les communistes doivent intervenir dans ces grèves pour montrer que le chauvinisme est une impasse pour libérer les otages, faire tomber le gouvernement et améliorer les conditions de vie – et que les meilleurs alliés des travailleurs dans cette lutte sont les masses palestiniennes et arabes qui combattent l’impérialisme américain et la classe dirigeante sioniste.

La gauche en Israël

La gauche en Israël est microscopique et engluée dans le liquidationnisme libéral. Ses organisations les plus importantes sont le Parti communiste israélien (PCI) et Debout ensemble (DE), fondée récemment et dont beaucoup de dirigeants viennent du PCI. Toutes deux ont des militants arabes et juifs, le PCI recrutant principalement des Arabes. Elles partagent aussi une forte tradition de collaboration de classes et de sionisme libéral et elles défendent l’idée grotesque que les Palestiniens pourraient obtenir l’égalité grâce à une solution à deux États. Le PCI capitule même devant des forces sionistes centristes ; ainsi, son groupe parlementaire a soutenu Benny Gantz comme Premier ministre en 2019.

Debout ensemble, de son côté, essaie de construire un mouvement populiste de gauche dans le style des formations européennes post-2008. Sa politique totalement libérale et moralisatrice est calibrée pour rendre la question palestinienne acceptable pour des sionistes. Par exemple, Debout ensemble tire de façon obscène un trait d’égalité entre le dirigeant du Hamas Yahya Sinouar et Nétanyahou, qualifiés tous deux de « *politiciens cyniques qui se fichent complètement des vies humaines* ». Mais malgré leur histoire de capitulation, ces deux groupes, et particulièrement le PCI, sont souvent les premières organisations vers lesquelles se tournent les jeunes arabes et antisionistes désireux de lutter, notamment dans les universités. Pour gagner les meilleurs d’entre eux, les marxistes doivent intervenir dans ces organisations en expliquant pourquoi il faut rompre avec le sionisme et l’impérialisme américain, et en insistant qu’il faut prendre fait et cause pour la libération de la Palestine, condition essentielle de la libération des travailleurs israéliens.

L’avant-garde du centrisme en Israël/Palestine est le Mouvement de lutte socialiste (SSM), affilié à l’Alternative socialiste internationale. Sur le papier, le SSM dénonce DE pour avoir « *succombé aux pressions du chauvinisme et du nationalisme israélien* », mais son propre programme capitule devant le sionisme libéral. Les revendications du SSM sont une série de mots d’ordre libéraux similaires à ceux de DE : « halte à la guerre », « tous pour tous » (tous les otages ou prisonniers doivent être libérés par les deux camps) et pour « une vie dans la dignité ». Et tout cela ***sans*** prendre directement fait et cause pour la lutte de résistance palestinienne. Il capitule aussi totalement devant la bureaucratie pourrie de la Histadrout. Pendant la grève générale israélienne de 2024, sa principale critique des bureaucrates, qui sont des sionistes totalement procapitalistes, était qu’ils auraient dû organiser une grève plus tôt et qu’il fallait transformer la grève générale d’une journée (soutenue par une partie de la bourgeoisie) en grève de 48 heures. Les communistes doivent chercher à travailler en commun avec le SSM tout en dénonçant ses concessions au sionisme et le caractère libéral de ses interventions.

Wilaya d’Alger (Facebook)

Manifestation de soutien à la Palestine à Alger le 19 octobre 2023.

Une autre tendance est représentée par l’International Socialist League, section du Courant communiste révolutionnaire international (CCRI) en Israël-Palestine. Le CCRI soutient la résistance palestinienne et appelle à la destruction de l’État israélien par une révolution arabe dirigée par un parti ouvrier. Mais ses interventions se limitent trop souvent à dénoncer les crimes israéliens et à proclamer son soutien militaire à la résistance palestinienne. Comme beaucoup d’autres groupes de gauche, le CCRI n’avance jamais une stratégie marxiste alternative pour la lutte de libération des Palestiniens qui soit opposée à celle des nationalistes. L’autre face de cette politique, c’est le renoncement à toute perspective de diviser la société israélienne selon une ligne de classe. De ce fait, le CCRI liquide dans le camp nationaliste le rôle d’avant-garde des communistes ; il transforme les révolutionnaires en simples fans de forces non communistes (voir « Polemics with Revolutionary Communist International Tendency on Israel/Palestine », *Spartacist Letters* n° 1, novembre 2024).

Et enfin, dans la gauche explicitement libérale et moraliste, on trouve le phénomène des objecteurs de conscience, qui tentent de convaincre les jeunes Israéliens de refuser de servir dans l’armée. Ce que cela signifie concrètement, c’est le renoncement à la lutte pour ***saper l’armée israélienne de l’intérieur*** par la lutte de classe. Malgré le caractère minoritaire et marginal de ces forces, il ne faut pas les ignorer. Les communistes doivent les défendre contre la répression tout en expliquant que la seule manière de détruire la machine de guerre sioniste, c’est de diviser l’armée selon une ligne de classe et de former une alliance avec les travailleurs de toute la région.

Perspectives

Il est clair que le rapport des forces s’est modifié en faveur d’Israël. L’Axe de la résistance a pris des coups sérieux et le mouvement international de solidarité avec la Palestine est réprimé par différents gouvernements occidentaux emmenés par Trump. Comme presque rien ne dissuade Israël, on peut s’attendre à une longue série d’agressions répétées en divers endroits, de Gaza et la Cisjordanie à la Syrie en passant par le Liban. Cela préparera le terrain à une explosion de colère populaire, même si l’on ne peut prédire à quelle échéance. Mais d’ici là les forces bourgeoises nationales du Moyen-Orient sont en train d’accepter ce nouvel état de choses : l’Iran négocie avec les États-Unis, les Émirats arabes unis (ÉAU) essaient d’accroître leur influence après les revers subis par le Hamas, l’Égypte continue à maintenir fermée sa frontière avec Gaza, et le Liban et la Syrie renoncent à se défendre contre les attaques israéliennes permanentes.

L’accord de cessez-le-feu s’est avéré n’être qu’un chiffon de papier, et pas grand-chose ne pourra empêcher Nétanyahou d’appliquer le nettoyage ethnique de Gaza prévu par le « plan Trump ». Malgré la reprise des opérations militaires israéliennes, Trump et son émissaire Steve Witkoff parlent d’un nouvel accord de cessez-le-feu. Il est probable que si une « accalmie durable » s’installe à Gaza, le gouvernement israélien essaiera de réduire la population de l’enclave en proposant une « émigration volontaire » au plus grand

nombre possible d'habitants. Aller trop loin en procédant à un nettoyage ethnique total pourrait menacer l'existence de plusieurs régimes arabes dociles, notamment la Jordanie et l'Égypte que leur population et leurs soldats du rang pressent de déclarer la guerre à Israël. Jusqu'ici, l'Arabie saoudite elle aussi estime qu'une normalisation des relations avec Israël dans le contexte actuel n'est peut-être pas dans son intérêt.

Dans l'apparente unité momentanée des régimes arabes, les Émirats arabes unis font exception. Engagés dans une lutte d'influence dans la bande de Gaza, ils mènent une campagne pour marginaliser le Hamas. L'impasse de la stratégie du Hamas a revigoré l'opposition proimpérialiste. À l'intérieur de Gaza, on a entendu lors de récentes manifestations des slogans de la fraction pro-ÉAU du Fatah dirigée par Mohammed Dahlan, qui dénonce le Hamas comme « terroriste » et attise le communautarisme antichiite. Dans plusieurs épisodes récents d'*Arab Cast*, un nouveau podcast financé par les ÉAU, des intellectuels et des politiciens arabes en vue ont appelé à des négociations avec Israël et à soutenir les plans des ÉAU contre le Hamas à Gaza. Si l'administration états-unienne et le gouvernement israélien trouvent le « plan Trump » trop coûteux, ils pourraient se rabattre sur un accord avec les ÉAU et Mohammed Dahlan pour administrer une partie de Gaza pendant un certain temps. Mais un tel arrangement serait miné par l'instabilité.

Les tâches des communistes

Les États-Unis et Israël sont à l'offensive et le mouvement palestinien est partout sur la défensive ; dans ce contexte, la tâche urgente pour les communistes doit être de lutter pour mettre le mouvement en meilleure posture de défense. Si beaucoup de militants propalestiniens refusent toujours d'admettre l'état désastreux du mouvement, d'autres sont déçus et désillusionnés. Nous devons réussir à toucher ces deux types de militants et lutter avec eux afin qu'ils tirent les leçons de la période récente ; il faut les aider à comprendre les raisons de classe derrière les stratégies perdantes des dirigeants et à avancer un programme révolutionnaire internationaliste pour la libération nationale.

À Gaza, la situation est extrêmement difficile. Israël reprenant sa campagne génocidaire, les communistes doivent être en première ligne de la défense de Gaza en faisant un front unique avec les autres organisations de la résistance. Il faut absolument combattre la montée dans le territoire du défaitisme et s'opposer au mouvement pro-ÉAU, qui est pro-impérialiste et anti-Hamas. Exploitant l'épuisement bien réel des masses, ses représentants jettent les bases d'une capitulation devant Israël qui ne peut qu'être une catastrophe pour le peuple palestinien. En combattant ces forces et en résistant à l'armée israélienne, les communistes ***ne doivent pas*** donner le moindre soutien politique au Hamas ; ils doivent constamment dénoncer la faillite de sa stratégie et ses tactiques militaires. Envers et contre tout, les communistes doivent chercher à maintenir en vie la résistance et à mettre la pression sur l'armée israélienne pour limiter les dommages causés par son offensive dévastatrice.

Dans cette lutte, ce n'est pas Gaza seule qui pourra apporter des victoires. La seule façon de stopper la montée du défaitisme et d'aller de l'avant, c'est d'avoir une perspective englobant toute la région. Un front unique anti-impérialiste s'étendant à tout le Moyen-Orient est nécessaire et urgent pour s'opposer à la reprise du génocide. C'était le cas depuis le début et, si ce n'est pas devenu réalité, c'est entièrement du fait des trahisons des différents régimes de la région, et du fait des dirigeants du mouvement palestinien qui comptaient sur eux. Que ce soit les dirigeants arabes corrompus, le régime clérical iranien ou Erdoğan en Türkiye, ils ont tous montré que leur priorité est la préservation de leur propre pouvoir brutal. Ils ne se risqueront pas à intervenir sérieusement du côté des Palestiniens.

C'est pourquoi les révolutionnaires doivent chercher à construire un front unique anti-impérialiste en s'adressant directement aux ***masses*** moyen-orientales et ***en s'opposant*** à leurs gouvernements – quel que puisse être leur verbiage propalestinien. C'est en faisant le lien entre le soutien massif à la Palestine dans la région et les luttes pour les besoins les plus pressants des masses – contre le régime détesté au pouvoir, les États-Unis et Israël – que le mouvement pourra vraiment commencer à secouer le statu quo. C'est aussi comme cela que l'on pourra surmonter les divisions communautaires, ethniques et nationales.

Un tel front devra s'étendre aux travailleurs israéliens. Sans une fracture de la société israélienne sur des bases de classe, la libération des Palestiniens restera une perspective lointaine. Les communistes doivent lutter résolument contre le reste de la gauche en disant clairement que l'émancipation des masses laborieuses israéliennes nécessite de ***rompre*** avec les forces et l'idéologie sionistes. La capitulation de la plupart de la gauche devant le sionisme de gauche est le plus grand danger qui pèse sur le mouvement révolutionnaire. Les communistes doivent aussi s'adresser aux mizrahims en cherchant à leur montrer que le moyen de mettre fin à leur oppression n'est pas d'embrasser avec toujours plus d'ardeur le sionisme – comme s'il leur fallait prouver qu'ils sont de « bons » Juifs – mais de le rejeter. Pour tous les travailleurs israéliens – et en particulier pour les mizrahims – , l'amélioration de leurs conditions de vie passe par une alliance avec les Arabes ***contre*** la classe dirigeante sioniste.

Le travail dans l'armée israélienne est d'une importance primordiale. Celle-ci traverse la plus forte crise de conscription depuis des décennies – plus de 100 000 réservistes ont refusé d'être rappelés sous les drapeaux. Cela montre que l'opposition à une guerre prolongée monte dans les rangs de l'armée. Les communistes doivent aller dans l'armée et chercher à orienter le mécontentement des soldats selon des lignes de fracture de classe, en dénonçant la vraie nature de cette guerre génocidaire.

En Occident, la première tâche des communistes est de comprendre que le mouvement a été défait et isolé, et pourquoi c'est le cas. Il était dirigé par des libéraux et parfois par des représentants directs des impérialistes (Parti démocrate aux États-Unis, travaillistes en Grande-Bretagne, mélenchonistes en France, etc.). Avec des dirigeants pareils le mouvement, sous l'emprise de la politique libérale, n'a pas réussi à se lier à la classe ouvrière car il se présentait comme une mobilisation morale d'individus éclairés et non comme un pôle de lutte prolétarienne. Cela explique pourquoi il n'a pas connu d'avancées significatives. Cet état de choses a aussi permis à la plupart des dirigeants syndicaux de ne rien faire ou presque pour le mouvement, à part quelques discours de solidarité. Il est urgent que les communistes interviennent pour reconstruire le mouvement propalestinien, mais sur une base clairement ouvrière et anti-impérialiste. C'est en faisant le lien entre la question de la Palestine et de l'impérialisme et la lutte pour les conditions de vie les plus élémentaires des travailleurs que le mouvement pourra devenir une véritable force. Les militants doivent comprendre que faire des courbettes devant les politiciens libéraux et les bureaucrates syndicaux qui protègent la classe dirigeante ne fera qu'***entraver*** le mouvement.

En Occident où souffle un vent de réaction, les militants subissent une répression accrue. Que ce soit Anasse Kazib en France, Michael Pröbsting en Autriche ou Mahmoud Khalil aux États-Unis, la classe dirigeante veut faire un exemple en s'en prenant à des militants connus. Pour reconstruire le mouvement, il faut commencer par organiser des campagnes contre cette répression : elle n'est qu'un volet d'une offensive plus large de la bourgeoisie pour enrégimenter la population derrière un statu quo réactionnaire.

Depuis le début de la guerre, la LCI s'est battue sans répit pour une stratégie marxiste pour le mouvement propalestinien, contre ses impasses libérales et nationalistes. Dans nos interventions, malheureusement limitées principalement au monde occidental, nous avons continuellement averti que sans une réorientation fondamentale, le mouvement allait à la défaite. Nous avons particulièrement concentré notre tir sur la majorité de la gauche socialiste. Dans notre article « Les marxistes et la Palestine : Cent ans d'échec – leçons et perspectives » (*Spartacist* n° 47, décembre 2024), nous écrivions :

> « Mais ce à quoi font face les Palestiniens, c'est l'anéantissement, pas la libération. Pour faire avancer la lutte palestinienne, il faut commencer par dire la vérité sur la situation actuelle. La plupart des groupes marxistes au niveau international sont loin de le faire : ils acclament le mouvement alors qu'il court à la défaite. Au lieu de lutter pour changer de trajectoire, ils se mettent à la remorque de la direction du mouvement, qu'elle soit libérale ou nationaliste. En conséquence, alors même que les marxistes autoproclamés sont omniprésents dans cette lutte, ils n'ont eu pratiquement aucune incidence sur son résultat. »

En réponse à nos avertissements, on nous a accusés de pessimisme et on nous a opposé l'argument que beaucoup de gens s'engageaient dans le mouvement, qui semblait porté par une vague irrépressible. Malheureusement, la terrible situation actuelle a montré que nous avions raison. Le premier devoir de tout partisan sérieux de la cause palestinienne doit être de regarder en face les causes des échecs accumulés jusqu'à présent. C'est le premier pas à faire pour aller de l'avant. ■

Red Battler

Les sections de la LCI luttent pour une stratégie anti-impérialiste. Ci-dessus (mars 2024), nos camarades australiens appellent à jeter les larbins des États-Unis hors du Parti travailliste et des syndicats.

Assez lanterné – Luttons pour un référendum sur l'unité de l'Irlande !

Nous reproduisons ci-après un tract de nos camarades britanniques, daté du 10 juin.

La majorité de la population irlandaise s'est vu promettre un référendum sur l'unité irlandaise, mais personne ne fait rien pour qu'il se produise. Le Sinn Féin parle d'un référendum sur la frontière entre le Sud et le Nord de l'île dans un avenir lointain mais ne veut pas faire campagne pour. Tout le monde est censé attendre patiemment que le gouvernement britannique autorise un référendum. Et lorsque la majorité aura voté oui, comme c'est à prévoir, la Grande-Bretagne rendra soi-disant les Six Comtés du Nord à l'Irlande, comme ça tout simplement.

Cela ne peut aboutir à rien. L'unité de l'Irlande est impossible sans lutte contre l'impérialisme. Et un référendum sur la frontière ne tombera pas du ciel. Il n'aura lieu que si l'on se bat pour l'obtenir. Tous ceux qui veulent voir une Irlande unifiée de leur vivant doivent prendre les choses en main. Nous appelons au lancement d'une campagne militante pour un référendum sur la frontière !

L'idée que l'Irlande puisse être unifiée sans lutte contre l'impérialisme est un fantasme libéral du Sinn Féin et de la plupart de la gauche irlandaise. La Grande-Bretagne détient les Six Comtés par la force des armes depuis la partition, comme elle avait détenu l'ensemble de l'Irlande pendant des siècles auparavant. L'histoire montre qu'il faudra une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme britannique – et aujourd'hui contre l'UE et les États-Unis – pour réunifier l'Irlande. L'histoire nous enseigne également que cette tâche ne peut être laissée aux nationalistes, qui ont trahi la lutte nationale en acceptant la partition, tant dans le traité de 1921 qu'à nouveau dans l'accord du Vendredi Saint de 1998. L'unification de l'Irlande nécessitera un puissant soulèvement de la classe ouvrière, au Nord comme au Sud, unie dans une lutte contre le communautarisme et dirigée contre toutes les puissances impérialistes et leurs laquais, l'élite dirigeante irlandaise. Notre objectif est de construire un mouvement révolutionnaire en Irlande reposant sur cette perspective.

Mais un tel mouvement n'existe pas aujourd'hui, et il y a de nombreux obstacles à surmonter pour le construire. Pour commencer, la plupart des gens pensent qu'un référendum est la seule voie vers une Irlande unifiée. Nous savons que la Grande-Bretagne ne concédera rien si elle n'y est pas forcée. En même temps, le sentiment massif en faveur d'un référendum sur la frontière est progressiste et nous soutenons les efforts pour l'obtenir. La lutte pour un référendum s'avérera un remède efficace contre les illusions libérales, car les gens apprendront que le « processus démocratique » sera balayé dès qu'il menacera les intérêts de Londres et des capitalistes irlandais.

Une lutte combative pour un référendum sur l'unité de l'Irlande mettra également le Sinn Féin au pied du mur. Il ne peut pas faire campagne pour une Irlande unifiée car il doit se montrer respectable et apte à gouverner. À cette fin, le parti a fait la paix avec l'establishment britannique, notamment en s'inclinant devant le roi Charles III, colonel en chef du régiment de parachutistes. Le Sinn Féin s'est également rabiboché avec les États-Unis et l'UE en renonçant à sa promesse de se retirer des accords militaires avec l'UE et du Partenariat pour la paix de l'OTAN. Placer dans ces gens-là nos espoirs pour une Irlande unifiée, c'est la défaite assurée.

En luttant pour un référendum sur l'unité irlandaise, nous ne parlons ***pas*** d'un référendum tel que spécifié dans l'accord du Vendredi Saint. Il est scandaleux que la décision d'organiser un référendum soit laissée au gouvernement britannique. Les feux de l'enfer s'éteindront avant que Keir Starmer n'autorise les Irlandais à voter pour la fin de la domination britannique dans le Nord. Le gouvernement Starmer, qui soutient sans réserve le génocide des Palestiniens par Israël, est farouchement anti-républicain. Il suspecte Kneecap [groupe de rap de Belfast] – et Gerry Adams [dirigeant historique du Sinn Féin] – de terrorisme.

Il est ridicule de penser, pour la seule raison que c'est ce que veulent les Irlandais, que l'establishment britannique acceptera pacifiquement de rendre les Six Comtés, ce qui ferait du « Royaume-Uni » décrépit un royaume croupion.

Toute l'Irlande, au Nord et au Sud, doit voter sur l'unité irlandaise ! Les protestants doivent prendre la place qui leur revient au sein de la nation irlandaise, dans la tradition de la Société des Irlandais-unis de Wolfe Tone. Des siècles passés à servir de laquais de l'impérialisme britannique n'ont apporté à la classe ouvrière protestante que l'exploitation, la désindustrialisation et la ruine. Pendant les décennies de Troubles, l'IRA avait réagi à la répression britannique en attisant le communautarisme, qui a poussé les communautés ouvrières protestantes dans les bras des paramilitaires loyalistes. Travailleurs protestants, joignez-vous à la lutte pour un avenir meilleur : rompez avec la domination de la Couronne britannique ! Unissez vos forces à celles de vos camarades catholiques dans une lutte puissante pour mettre fin à la domination de l'impérialisme et des exploiteurs capitalistes irlandais.

En avant pour une campagne militante en faveur d'un référendum sur l'unité de l'Irlande ! En avant pour une république ouvrière irlandaise unifiée !

Prenez contact avec nous pour construire cette campagne. ■

Contacte-nous !

@leBolchevik_LTF

ltfparis@hotmail.fr

Ligue trotskyste de France
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49

iclfi.org

n° 239, mai 2025

Kanaky…

Suite de la page 2

celle des accords de Nouméa en 1998, qui repoussaient l'indépendance aux calendes grecques au moyen de trois référendums truqués culminant en 2021, les dirigeants du FLNKS – notamment ceux de l'UC – ont trahi le combat pour une Kanaky libre et socialiste en s'accommodant aux impérialistes français. Ils se sont progressivement intégrés au système colonial en démobilisant les militants par des promesses creuses en échange de quelques privilèges.

En 2020 le FLNKS, soucieux de se montrer une force capable de gouverner l'archipel sous l'autorité de l'État colonial, s'est plié devant la gestion meurtrière et anti-ouvrière de la pandémie de Covid par Macron. Il fallait au contraire mobiliser l'ensemble du peuple pour montrer le caractère maléfique du pouvoir colonial français, et que le peuple de Kanaky devait prendre lui-même en charge la lutte pour sa santé et l'ensemble de son existence grâce à l'indépendance.

Au lieu de cela le FLNKS a soutenu les confinements, remettant la santé et tout le sort du peuple entre les mains de l'État français. La décision d'appeler à l'abstention au troisième référendum sur l'indépendance – le dernier prévu par les accords de Nouméa –, alors que les loyalistes avaient de bonnes raisons d'en craindre le résultat, en a découlé directement. La raison invoquée pour l'abstention – les cérémonies de deuil traditionnelles kanak – ne reflétait que la fausse conscience des dirigeants du FLNKS. Il n'y aurait pas eu de meilleur hommage aux victimes de la gestion coloniale que de se mobiliser massivement en votant pour l'indépendance.

Nous avons à l'époque appelé à voter pour l'indépendance, tout en expliquant que, même en cas de victoire du vote indépendantiste, les impérialistes français ne renonceraient pas pacifiquement à leur domination coloniale. La campagne du référendum (empêchée par les confinements mis en place par le FLNKS lui-même) aurait dû être un moyen d'organiser la lutte, et le vote massif pour l'indépendance une démonstration de force. À l'inverse, l'appel du FLNKS à l'abstention n'a conduit qu'à la ***démobilisation*** des forces indépendantistes face aux impérialistes français, déterminés, eux, à rester maîtres du Caillou.

La révolte spontanée des jeunes Kanak en mai 2024 contre le dégel du corps électoral, qui rendrait le peuple kanak minoritaire électoralement dans son propre pays, aurait pu marquer un tournant, mais la réponse des dirigeants nationalistes a été au contraire d'***accélérer*** leur processus de capitulation.

Ici et en Kanaky, il faut organiser un pôle anti-impérialiste

Les impérialistes français ne vont pas partir du Caillou pacifiquement, par bonne volonté « décolonisatrice ». Il va falloir les chasser. Il faut en Kanaky une stratégie capable de polariser, d'abord, le mouvement nationaliste, mais aussi les caldoches et les « métros ». En France également il nous faut un programme capable de polariser le mouvement ouvrier contre les bureaucrates pro-impérialistes traîtres ainsi que les républicains de gauche de la France insoumise. Ici et là-bas, il nous faut un programme anti-impérialiste intransigeant, un programme ***communiste*** de lutte pour la libération nationale kanak !

Abaca Press / Alamy Live News

Manuel Valls et Sonia Backès (à gauche) lors d'une revue militaire en Kanaky le 3 mai 2025. Troupes, flics et gendarmes français hors de Kanaky !

Alors, que faire ? Notre petite organisation, à 17 000 km de Kanaky, ne prétend pas avoir toutes les réponses. Ce que nous pouvons faire, c'est de proposer l'esquisse fondamentale d'un programme pour reconstruire le mouvement. Les nouveaux accords doivent être confirmés par référendum en février 2026. Il faut d'ores et déjà commencer à organiser la campagne pour le rejet des accords lors du référendum. Il faut aussi commencer à organiser, pour les élections provinciales en Kanaky prévues en mai et juin 2026, une campagne d'opposition frontale à celle des signataires de Bougival ***et à ceux qui s'accrochent aux accords de Nouméa***. La devise devrait être : ***Indépendance kanak et socialiste !*** Il faut évidemment continuer à se mobiliser, notamment en interpellant les élus insoumis ici en France, pour l'amnistie de ***tous*** les militants kanak, en Kanaky et en métropole.

Il faut chercher à exploiter les contradictions sociales présentes dans l'archipel. Dans une société où la plupart du capital vient de la France et où les meilleurs emplois sont réservés au personnel directement importé de métropole, il y a une base matérielle pour rallier les caldoches, les « petits blancs » pauvres et autres minorités derrière les forces indépendantistes. La clé est, encore une fois, une perspective de lutte anti-impérialiste. Il faut revendiquer l'expropriation sans compensation et sous contrôle ouvrier de toute la filière minière en Kanaky, ainsi que la nationalisation de la terre et sa redistribution radicale par des comités paysans. De telles revendications aideraient à mobiliser les travailleurs et la petite bourgeoisie pauvre, en leur montrant que leur propre libération de l'exploitation et de la misère dépend de la libération nationale kanak.

Des mobilisations des travailleurs en France en soutien au mouvement indépendantiste kanak pourraient jouer un rôle crucial pour polariser les caldoches et les « métros » en Kanaky, et enfoncer un coin entre eux d'un côté et le pouvoir colonial de l'autre. Un pôle des révolutionnaires chercherait en tout cas à mobiliser les travailleurs des ports et des aéroports pour empêcher l'embarquement vers Kanaky de flics, de gendarmes et de leur matériel. Bayrou cherche à couper quelques milliards du budget ? ***Flics et gendarmes français hors du Caillou ! Fermeture des bases militaires en Kanaky !***

Mélenchon « analyse »… et paralyse

L'obstacle central en France à cette perspective est constitué par la bureaucratie syndicale, dont les privilèges matériels requièrent la défense du statu quo impérialiste, et la France insoumise. Pendant de longues décennies, les dirigeants syndicaux ont saboté toute initiative venant de leur base en défense des masses coloniales. De son côté, Mélenchon s'est limité à affirmer sur X (12 juillet) que les insoumis procéderont à « *une étude approfondie* » des nouveaux accords, en ajoutant qu'« *il sera essentiel d'analyser les conséquences sur le statut constitutionnel de la*

Alamy

Barrages à Nouméa lors de la révolte des jeunes Kanak en mai 2024.

France et de ses principes profondément bouleversés par ces dispositions ». Ce qui inquiète Mélenchon, ce sont les « principes bouleversés » de la République, « une et indivisible » !

Comme dans le cas des bureaucrates syndicaux, le problème fondamental des insoumis c'est qu'ils ont un pied dans chaque camp. D'un côté, ils prétendent soutenir les luttes des travailleurs et des opprimés en France, en Palestine, en Kanaky et ailleurs. En même temps, ils cherchent (en vain) à revigorer l'impérialisme français dans le monde, à redonner à la France sa puissance d'autrefois, ce qui signifie chercher à chaque pas à concilier les intérêts des travailleurs avec ceux des capitalistes et, très concrètement, ***maintenir le joug colonial français des Antilles à l'océan Pacifique en passant par l'océan Indien***. Il y a parmi les insoumis des militants courageux mais, à cause de leur programme républicain de gauche, leur rôle est de ***paralyser*** les luttes et les conduire à la défaite.

Voyons par rapport à Kanaky. En mai 2024, face à la répression de la révolte kanak, Mélenchon encensait sur X les accords coloniaux de Matignon : « *Président Macron, il est temps de faire les gestes qui apaisent. Soyez à la hauteur de Michel Rocard et François Mitterrand, de Tjibaou et Lafleur.* » Eh bien, Mélenchon devrait être content : c'est ***précisément ça*** que Macron a fait !

Les « bougis-valets » doivent être battus politiquement !

sans crédit

En réponse à la signature des accords coloniaux de Matignon, le militant kanak radical Djubelly Wéa a tué Jean-Marie Tjibaou en 1989. Cela n'a pas empêché la mise en œuvre des accords ; au contraire, cette action l'a facilitée en donnant une aura de martyr à Tjibaou, renforçant ainsi l'autorité des lieutenants de l'impérialisme français en Kanaky. Et Djubelly Wéa s'est fait tuer lui-même. Nous conseillons aux militants kanak : ce genre d'actions contre-productives doit être évité.

C'est la crédibilité politique des traîtres qui doit être détruite !

La gauche trotskyste française rate le test

Nous avons vu comment l'impérialisme français n'a que misère, répression et oppression à offrir aux masses. Le peuple kanak, de son côté, s'est battu avec acharnement pour sa libération pendant un demi-siècle. Or ***aucune*** des organisations trotskystes en France (sauf nous de la LTF) ne cherche à faire de la lutte pour la libération nationale le levier fondamental pour la révolution socialiste. Le premier devoir des communistes en France est de se battre pour chasser l'impérialisme français des colonies. Comme le disait Marx, un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre !

L'extrême gauche française se limite à dénoncer les nouveaux accords (parfois de façon très correcte et tranchante, comme dans le cas de LO, voir *Lutte Ouvrière* n° 2972, 18 juillet), et à mettre en avant la solidarité morale. Mais comment faire avancer le mouvement ? Comment nous battre, nous en métropole, contre « nos propres » impérialistes ? Quels sont les obstacles ? La gauche trotskyste n'essaie même pas de répondre à ces questions.

Historiquement, Lutte ouvrière a toujours rejeté les luttes de libération nationale, les opposant artificiellement à la lutte pour le socialisme, alors qu'il s'agit de les ***fusionner*** en se battant pour l'hégémonie communiste du combat pour l'indépendance. Néanmoins les militants de LO se sont prononcés de façon répétée en juin dernier, lors d'un meeting sur Kanaky dans le cadre de leur fête à Presles, pour l'indépendance de Kanaky. C'était un pas en avant ! Mais maintenant qu'il est clair que le mouvement kanak se trouve dans l'impasse, sans direction et sans perspectives, LO se tait à nouveau sur la question de l'indépendance. Pourquoi ? Parce que cela signifierait ***confronter*** la bureaucratie syndicale chauvine en France, ainsi que les républicains mélenchonistes. Au lieu de cela, LO préfère se réfugier dans l'orthodoxie stérile, répétant *ad nauseam* qu'il faut « renverser le capitalisme ».

Cela vaut aussi pour le NPA-R. Il a publié plusieurs articles (assez superficiels) dénonçant les accords et disant que « *de nouvelles révoltes sont à prévoir* » (13 juillet). Point barre. Il est sidérant de lire des articles de militants qui se disent communistes révolutionnaires en métropole, qui prévoient des révoltes dans une colonie de « nos propres » impérialistes, et qui ne se soucient pas de même ***essayer*** de donner la moindre directive, le moindre mot d'ordre aux travailleurs que ce soit ici ou en Kanaky. C'est abandonner la direction de la lutte aux dirigeants kanak (et ici aux mélenchonistes).

Révolution permanente a publié un article (18 juillet) sur l'accord dont la dénonciation est, elle aussi, parfaitement correcte. Mais, comme LO et le NPA-R, RP évite la conclusion obligée : polariser le mouvement pour pousser en avant la ***rupture*** avec ceux qui trahissent la lutte en Kanaky, et avec les mélenchonistes en France. Au contraire de cela, RP se lamente que l'État français « *a cherché à diviser le FLNKS autour de la question du statut qu'il était possible d'obtenir par un processus de négociations* ». En voilà une nouvelle ! Les impérialistes chercheront toujours à corrompre les dirigeants des mouvements pour la libération des colonies, ainsi que les dirigeants du mouvement ouvrier (les bureaucrates). La réponse de militants doit être de ***chasser*** du mouvement ceux qui ont montré, dans les faits, qu'ils sont les lieutenants de l'impérialisme !

Dans la mesure où RP essaie de donner une perspective, elle se limite à saluer la combativité :

> « Face à la radicalité de l'État français et de la droite coloniale, celle exprimée par la jeunesse kanak qui s'est soulevée les mois derniers et qui a fait trembler l'impérialisme français a montré la voie à suivre pour mettre un terme à 172 ans de domination coloniale et arracher le droit à une véritable autodétermination. »

Nous ne sommes pas d'accord, camarades. Nous saluons, certes, la radicalité des jeunes Kanak, et considérons leur révolte entièrement justifiée. Mais la radicalité ne suffit pas. Les révoltes spontanées, et donc désorganisées, ne conduiront pas à la victoire, comme l'ont aussi montré les révoltes des quartiers ici en France en 2005 et 2023. Aujourd'hui en Kanaky, quand une partie de la direction du mouvement a trahi, que l'autre se trouve en prison ou en procès en Kanaky ou en métropole, et qu'il n'y a pas de perspective claire, la tentation sera forte de s'engager dans des actions aventuristes sans lendemain. Il faut éviter que tombent ainsi les militants les plus dévoués !

Nous considérons que la meilleure façon d'aider à reconstruire le mouvement indépendantiste kanak depuis la métropole consiste à : 1) chercher à mobiliser les travailleurs ici pour l'amnistie des prisonniers kanak et en soutien à l'indépendance kanak et socialiste, en montrant une voie prolétarienne pour surmonter les obstacles ; et 2) chercher à donner aux militants kanak quelques éléments fondamentaux d'un programme pour pousser en avant le mouvement sur la base des leçons du marxisme révolutionnaire, dans le processus de construire une direction anti-impérialiste de la lutte pour la libération nationale kanak. ■

Pourquoi j’ai quitté Spark et adhéré à la Spartacist League

Nous reproduisons ci-après la traduction d’un document de William W. du 30 juin dernier. Spark est affiliée politiquement à Lutte ouvrière, et la Spartacist League/U.S. est notre section états-unienne.

WORKERS VANGUARD

par William W.

J’ai démissionné de Spark en avril 2025, en raison de sérieux désaccords politiques, après y avoir milité loyalement pendant plus de sept ans à Chicago. Ces désaccords se sont développés au fil des ans. Au départ, ils semblaient mineurs et je pouvais les attribuer à des malentendus ou à des erreurs de la direction locale. Mais j’ai réalisé par la suite que c’était plus grave. J’avais par exemple des objections à certains contenus du journal de Spark, en particulier lorsqu’il ne dénonçait pas politiquement le rôle des politiciens libéraux du Parti démocrate et des bureaucrates syndicaux. J’ai remarqué l’année dernière que mes divergences étaient similaires à celles exprimées par la Spartacist League/LCI. Après avoir démissionné de Spark, j’étais donc impatient d’en savoir plus sur la SL et ses idées sur l’avenir du mouvement trotskyste. Après plusieurs discussions, j’ai décidé d’adhérer à la SL. Je vais essayer de résumer les questions qui m’y ont conduit.

Politique électorale

Comme Spark est politiquement affiliée à Lutte ouvrière (LO), nous avons discuté la participation de LO aux élections anticipées en France de l’été 2024. Je me suis opposé à la décision de LO de promouvoir l’acceptabilité du vote pour le Nouveau Front populaire (NFP) au second tour. LO avait présenté ses propres candidats au premier tour. Mais, défaits au premier tour, ils ont dit à leurs partisans qu’ils pouvaient voter pour le NFP contre le candidat de droite « *sans en être gênés* ». J’étais choqué, sachant avec quelle ténacité, dans les années 1930, Trotsky avait combattu le front populaire, qui a conduit à des trahisons causes de défaites et de tragédies pour la classe ouvrière en Espagne, en France, en Chine (1927) et ailleurs. Et Trotsky est allé au-delà de ces trahisons spécifiques : il tirait un trait d’égalité entre le front populaire et le menchévisme lui-même. Il disait que c’était précisément cette politique de collaboration de classe que lui et Lénine avaient combattue et vaincue au sein du Parti bolchévique entre avril et octobre 1917. Il a décrit cette lutte dans son célèbre ouvrage *Leçons d’Octobre*.

J’ai appris ensuite que Spark avait une approche similaire concernant son attitude à l’égard des élections présidentielles américaines de 2024. Spark a organisé des campagnes du Working Class Party (WCP) dans le Michigan, en Californie et dans l’Illinois et elle a appelé à juste titre à voter pour le WCP en opposition aux deux partis capitalistes lors de ces élections. Mais elle n’a pas eu la même approche là où le WCP n’avait pas de candidat, en particulier dans la campagne présidentielle. Certains d’entre nous à Chicago étaient pour que Spark donne un soutien critique à une liste ouvrière à la présidentielle, opposée aux partis capitalistes. La plus importante de ces listes était celle du Parti pour le socialisme et la libération. Mais Spark a rejeté cette approche et a finalement choisi de s’abstenir de soutenir officiellement une liste présidentielle.

Ils ont toutefois donné quelques orientations à leurs membres et sympathisants. Il y a eu avant les élections une réunion nationale du Working Class Party avec la participation de nombreux militants du WCP non membres de Spark ; l’un des dirigeants nationaux les plus anciens et les plus influents de Spark y a suggéré que, puisque le WCP ne se présentait pas à l’élection présidentielle, les partisans du WCP pouvaient voter pour la démocrate Kamala Harris. J’étais choqué d’entendre cela ; et lorsque j’ai demandé comment cela avait pu arriver, les dirigeants nationaux de Spark ont avancé diverses excuses. L’un d’eux a déclaré : « Le camarade est âgé et subit des pressions de son entourage. » Il s’agit clairement d’une violation des principes marxistes fondamentaux, que la direction nationale de Spark n’a jamais rejetée ni tenté de clarifier. Lors des discussions préalables à la conférence, j’ai souligné que, pour les marxistes révolutionnaires, voter est une action sérieuse, une déclaration de soutien politique. Et il est tout à fait contraire aux principes de soutenir politiquement un candidat ou un gouvernement capitaliste. Comme la direction nationale de Spark était incapable de traiter ce problème, je n’ai pu qu’en conclure que, selon ses dirigeants, il est acceptable que ses militants ou ses partisans votent pour des partis capitalistes si le Working Class Party ne se présente pas aux élections en question. C’est l’un des principaux facteurs qui m’ont poussé à démissionner.

La lutte contre l’oppression raciale et nationale

Deuxièmement, je suis en désaccord avec Spark sur la question nationale. Soit Spark n’est pas d’accord avec une grande partie des écrits de Lénine sur le droit des nations à l’autodétermination, soit elle pense que cette question n’est plus d’actualité. Spark s’oppose à l’oppression raciale mais son programme là-dessus est purement idéaliste : s’unir et lutter pour le socialisme. Elle appelle abstraitement à l’unité de classe, mais ne dit rien sur comment réaliser cette unité. Il ne suffit pas de se contenter d’expliquer que tous les travailleurs ont des intérêts communs. Cela revient à négliger ou minimiser le rôle crucial de la lutte contre l’oppression raciale et nationale. Ce que Spark ne dit pas, c’est que tous les travailleurs ont un intérêt matériel direct à lutter contre l’oppression raciale et nationale. Cela signifie lutter pour la libération des noirs aux États-Unis et pour en finir avec la domination impérialiste dans le monde. L’unité de la classe ouvrière doit reposer sur l’opposition de toute la classe à toutes les formes d’oppression raciale et nationale, et sur le soutien aux luttes des opprimés contre leur oppression.

Exemple : la position de Spark sur la guerre menée par Israël et les États-Unis contre le peuple palestinien. Spark et LO s’opposent au génocide à Gaza et à l’oppression des Palestiniens par Israël mais elles s’opposent également à la lutte que mènent concrètement les Palestiniens contre l’affreuse oppression nationale qui est leur réalité quotidienne. Du coup Spark s’oppose à la libération nationale et à l’autodétermination des Palestiniens. Même s’ils appellent à la défaite d’Israël dans la guerre actuelle, ils ne soutiennent pas la lutte de libération des Palestiniens. Résultat, ils ont dissuadé leurs militants à Chicago de participer aux manifestations contre l’aide américaine à Israël et en faveur de la libération palestinienne.

Ils le justifient en affirmant que tout nationalisme est réactionnaire, y compris le nationalisme de ceux qui luttent contre l’oppression nationale. Du coup ils restent spectateurs, proclamant de façon abstraite qu’il faut l’unité. Ce sont des proclamations vides car la condition essentielle pour l’unité entre travailleurs palestiniens et israéliens, c’est le rejet du sionisme et de l’oppression nationale. Les marxistes doivent prendre part aux luttes des opprimés sur la base de l’entièreté de notre programme en cherchant à relier ces luttes à la classe ouvrière et au renversement du capitalisme et de l’impérialisme. Cela signifie lutter politiquement contre le Hamas et tous les dirigeants nationalistes bourgeois afin de dénoncer leur rôle réactionnaire, mais en même temps soutenir un front unique anti-impérialiste comprenant ces forces bourgeoises pour défendre militairement la population. Il faut une stratégie révolutionnaire propageant également la lutte dans la population israélienne, en particulier sa classe ouvrière, car un puissant mouvement ouvrier révolutionnaire à l’intérieur d’Israël est essentiel pour vaincre l’État sioniste.

La lutte des classes

Je n’étais pas d’accord que Spark n’intervienne pas dans le syndicat des enseignants de Chicago (CTU), en particulier dans le contexte des récentes négociations contractuelles, qui ont duré un an. Comme un sympathisant de Spark siégeait à la Maison des délégués du syndicat, ils étaient bien placés pour prendre une position ferme. Mais Spark s’est mise à la remorque de la direction social-démocrate du syndicat, sans remettre en

---

lutte ouvrière

Comment LO a trahi ses propres belles paroles entre les deux tours des législatives 2024.

Avant le premier tour…	… et après
L’alliance électorale du Nouveau Front populaire (NFP) se présente comme l’antidote contre le RN. C’est oublier que, depuis quarante ans, la montée de l’extrême droite s’est nourrie des trahisons de la gauche au pouvoir. – *Lutte Ouvrière*, 21 juin	Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c’est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés. – Bulletins d’entreprise, 1er juillet

cause de manière tranchante sa stratégie de collaboration de classe, qui reposait entièrement sur le maire démocrate et d'autres politiciens du Parti démocrate. Les dirigeants du CTU ont passé l'essentiel de leur temps à faire du lobbying et des négociations politiques, ce qui n'a donné que des résultats insignifiants par rapport aux besoins réels de leurs membres et des élèves. Et ce qu'ont promis Brandon Johnson et la présidente du CTU, Stacy Davis Gates, n'est qu'une chimère : la « transformation » de l'éducation publique grâce à leur coopération et à leur leadership.

Il faut dire la vérité à la classe ouvrière et aux enseignants de Chicago : la transformation des écoles de Chicago ne se fera pas sans une lutte de classe majeure mobilisant la classe ouvrière noire et latino-américaine et menée par elle : c'est elle qui souffre le plus du système scolaire public actuel, marqué par la ségrégation raciale et l'austérité budgétaire. Et il faut mener cette lutte non seulement indépendamment de la classe capitaliste et des gouvernements démocrates ou républicains à sa solde mais contre eux. Tout au long des discussions que j'avais régulièrement avec ce sympathisant sur les réunions de délégués du CTU, il ne m'a jamais fait part d'un seul cas où il se serait prononcé contre la politique de collaboration de classe de la direction, ni même contre une motion pour soutenir la candidature du démocrate Brandon Johnson à la mairie, ou bien où il aurait proposé une stratégie révolutionnaire. Malgré mon insistance, je n'ai jamais entendu personne dans la direction de Spark lui dire de le faire.

De façon générale, Spark évite de participer à la lutte de classe et s'isole des luttes politiques et des débats importants dans le mouvement ouvrier et la gauche. Cela apparaît clairement dans le « Rapport national » adopté lors de sa conférence d'avril 2025 (*Class Struggle* n° 123). D'abord il décrit l'attaque tous azimuts de la bourgeoisie dirigeante contre la classe ouvrière et ses alliés par Trump et Musk : suppressions massives d'emplois et de services, expulsions, répression et déni des droits démocratiques. Il souligne ensuite à juste titre que la classe ouvrière n'est pas préparée à cette attaque. Mais comment y répondre ? La seule action qu'il propose pour la période à venir est de « *planter un drapeau qui puisse servir de point de ralliement aux travailleurs et à tous ceux qui lient leur destin à la classe ouvrière* ».

Le document part du principe que la réponse de la classe ouvrière et de ses alliés sera faible ou limitée et il laisse entendre que la meilleure chose à faire pour les révolutionnaires est de se replier sur eux-mêmes jusqu'à ce que la situation devienne plus favorable.

Il faut une autre perspective. Nous savons que toutes ces attaques frappent le plus durement la classe ouvrière. Elles provoquent une réponse, une réaction. Des luttes défensives prennent forme. Voilà la réalité de la lutte des classes, et nous devons nous mouiller, quelle que soit l'ampleur de la réponse. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés face à ces attaques. Le fait que la classe ouvrière soit mal préparée rend notre engagement dans la lutte des classes d'autant plus important, et non l'inverse.

Enfin, j'ai trouvé que le document « Rapport national » souffre d'une autre lacune. Il décrit de manière assez détaillée la réalité actuelle en donnant un aperçu des attaques de la classe dirigeante et du virage à droite de la politique américaine. Mais il ne fournit pas de perspective marxiste sur les raisons de ce virage ni de réflexions sur la manière dont les choses sont susceptibles d'évoluer dans les mois et les années à venir. En revanche, j'estime que c'est exactement ce que fait l'analyse de la LCI dans « L'impérialisme américain serre la vis » (*Spartacist* n° 48). J'espère que les camarades de Spark liront ce document et le considéreront comme une contribution importante à une discussion essentielle. Je suis très curieux de votre réaction et je voudrais vivement en discuter avec vous. ■

Abonne-toi !

LE BOLCHEVIK

5 € pour 4 numéros plus *Spartacist* • Hors de France : 7 €

Nom ______________________ Tél. ____________

Adresse ______________________ CP ________

Ville ______________ Email ______________

LB240

Chèques : Société d'édition 3L • LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Iran...

Suite de la page 16

l'impérialisme français et l'ONU, émanation de l'hégémonie américaine (et qui avait solennellement créé l'État sioniste en 1947), comme des agents potentiels de la paix entre les peuples ne peut que démobiliser la lutte anti-impérialiste.

De même, la CGT se félicite de l'action ponctuelle des dockers de Fos, qui ont symboliquement sauvé l'honneur du prolétariat français en bloquant une livraison de matériel militaire à Israël, mais dans le même temps elle sabote ce genre d'action en propageant des illusions dans l'impérialisme français et l'UE, les engageant à « *faire respecter le droit international et privilégier les voies diplomatiques pour garantir la paix et la sécurité dans cette région* » (déclaration du 23 juin).

Révolution permanente est la seule organisation d'extrême gauche à part nous qui, à son crédit, a pris position pour la défense de l'Iran en appelant les travailleurs « *à défendre l'Iran en toute indépendance du régime des ayatollahs* » (éditorial de son comité de rédaction, 16 juin). Nous sommes tout à fait d'accord ! Camarades de RP : les déclarations platoniques sur internet ne suffisent pas ; nous devons nous battre pour une voie de lutte prolétarienne anti-impérialiste ***opposée*** notamment à la France insoumise et à la bureaucratie syndicale dans nos déclarations, lors des manifestations contre la guerre au Proche-Orient, ainsi que dans les syndicats ! À force de grand écart entre déclarations pour la Palestine et républicanisme de gauche, LFI et les bureaucrates ne conduisent qu'à des défaites, démoralisant les travailleurs et les jetant dans les bras du RN. ***Pour un pôle anti-impérialiste dans le mouvement ouvrier français !***

Lutte ouvrière a fait de grandes déclarations sur la guerre mondiale qui se rapproche et sur la lutte pour la révolution socialiste. Mais tout cela reste des phrases creuses si, dans le contexte actuel, on refuse de faire de la défense de l'Iran néocolonial contre le mastodonte impérialiste américain et ses sbires sionistes un enjeu central de la stratégie prolétarienne.

LO avait correctement pris position il y a six mois, lors de son congrès (dans la foulée de l'attaque israélienne contre le Liban), « *pour la défaite militaire de l'État d'Israël* ». On n'en a plus entendu parler. Camarades de LO, pourquoi est-ce que votre direction a fait machine arrière ? Pourquoi refuse-t-elle de prendre position pour l'Iran ? Parce que la défense de l'Iran, gouverné par un régime obscurantiste de mollahs anti-femmes, est moins populaire que celle du Liban, ancien « protectorat » français ? Le régime des mollahs n'a survécu si longtemps que parce qu'il est parvenu à monopoliser les sentiments anti-impérialistes des masses ouvrières et opprimées d'Iran. La seule façon d'unifier contre le régime les travailleurs et les opprimés – les femmes, les minorités nationales et religieuses –, c'est en se battant pour arracher aux mollahs la direction de la lutte contre les impérialistes. Cette tâche sera d'autant plus difficile que les dirigeants impérialistes qui aujourd'hui œuvrent à asservir l'Iran ne font pas face chez eux, donc ici même, à une mobilisation ouvrière pour ***défendre l'Iran***.

Le NPA-R a une posture tout aussi abstraite que LO : « *Défendre et organiser l'indépendance politique de notre classe* » et « *À bas les guerres impérialistes au Moyen-Orient et partout dans le monde* ». Il se félicite que « *la semaine dernière, des centaines de milliers de manifestants ont défilé dans les capitales européennes, ainsi qu'aux États-Unis pour dénoncer la guerre impérialiste au Moyen-Orient* » (éditorial du 24 juin). Mais il y a eu des dizaines de telles mobilisations depuis le début du génocide à Gaza en octobre 2023 ; elles n'ont pas fait bouger d'un iota les impérialistes parce que leur direction travailliste (Grande-Bretagne), mélenchoniste (France), démocrate (États-Unis) refuse catégoriquement de les transformer en mobilisation anti-impérialiste. On ne peut pas se battre pour l'« *indépendance politique de notre classe* » en maintenant une sorte d'« ambiguïté stratégique » vis-à-vis de la défense de l'Iran face aux impérialistes. Le « pôle des révolutionnaires » que le NPA-R appelle de ses vœux ne peut avoir de signification que ***par opposition*** à des républicains impérialistes comme LFI. C'est ainsi que les travailleurs pourront aller de l'avant en ***défendant l'Iran pour se défendre eux-mêmes***. ■

SPARTACIST — REVUE MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Publié en allemand, anglais, chinois, espagnol, français et grec ; inclus dans l'abonnement à tous les journaux de la LCI dans ces langues.

spartacist.org

Abdallah...

Suite de la page 16

leur soutien à la cause palestinienne, constitue une menace visant l'ensemble du mouvement pro-Palestine, de l'extrême gauche et du mouvement ouvrier en tant que tel. Les mobilisations doivent continuer et être beaucoup plus massives que jusqu'à présent ! ***Défense du peuple palestinien et de ses partisans ici ! Levée immédiate des poursuites contre Anasse et tous les militants poursuivis pour leur solidarité avec le peuple palestinien !***

En Martinique, Rodrigue Petitot (« le R »), le charismatique dirigeant du mouvement contre la vie chère dans cette colonie que l'impérialisme maintient dans la misère, risque au moins 15 à 18 mois de prison ferme. Son procès, fabriqué de toutes pièces, a pour but d'intimider et faire taire le peuple martiniquais : il est accusé de « rébellion » (entre autres accusations) ! Le verdict sera connu le 21 août. Jusqu'à présent, les rassemblements en sa défense ont été pratiquement inexistants en métropole. Il faut que l'extrême gauche et les syndicats se mobilisent ! ***Tribunaux coloniaux : Bas les pattes devant « le R » !*** ■

Le Bolchévik

Rassemblement de soutien à Anasse Kazib en juin dernier. Un travailleur postier avec un ancien collègue, licencié de La Poste pour avoir osé faire la prière.

Les Cinq du 92 condamnés en première instance

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la Ligue trotskyste appelant à la défense des cinq travailleurs de la Poste dans le 92 (Hauts-de-Seine), daté du 11 juillet. Ils ont été condamnés pour des actions syndicales dans l'intérêt de tous les travailleurs. ***Tout le mouvement ouvrier doit se mobiliser pour leur relaxe en appel !***

* * *

Gaël et ses camarades, les Cinq du 92, ont tous été condamnés hier à des peines allant jusqu'à six mois de prison avec sursis pour une action syndicale à la Poste menée il y a plus de dix ans – ils étaient simplement entrés sur un site de leur propre employeur dans le cadre d'une action revendicative. Avec un cynisme et une arrogance consommés, le juge a condamné les victimes à payer plusieurs milliers d'euros à la Poste y compris pour « préjudice moral » – sans doute pour avoir entaché l'image de la Poste en mettant sur la place publique ses pratiques esclavagistes de multiplication des statuts pour les travailleurs et de sous-traitance en cascade.

Dès que l'État a ressorti cette vieille affaire à l'automne dernier, il était clair qu'il s'agissait d'une persécution politique décidée en haut lieu pour faire un exemple, dans le cadre d'une offensive policière et judiciaire visant l'ensemble du mouvement ouvrier. Essayant désespérément d'enrayer le déclin de l'impérialisme français, Macron, Darmanin et Retailleau sont déterminés à casser le mouvement ouvrier pour imposer des reculs sans précédent à l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple.

L'audience judiciaire des Cinq du 92 en juin avait duré jusque tard dans la nuit, le juge prenant le temps d'interroger tous les accusés et les témoins. En l'occurrence il en ressortait clairement que les « violences » dont étaient accusés les Cinq étaient une pure fabrication de la Poste, les vigiles s'empêtrant dans des déclarations révélatrices. Le procureur lui-même avait fini par ne requérir que des peines d'intérêt général. Aussi, la condamnation de Gaël Quirante à six mois de prison pour « violences » met à nu le cynisme des juges capitalistes ; ce jugement signifie : vous pouvez apporter toutes les preuves que vous voulez de votre innocence, nous vous enverrons au trou quand nous voudrons – nous sommes là pour défendre uniquement la propriété privée capitaliste et la liberté d'exploiter. Voici la République dans toute sa nudité – que ce soit la V^e^ ou la VI^e^ revendiquée par les mélenchonistes.

C'est pourquoi tout le mouvement ouvrier est visé dans cette affaire. Ce n'est pas simplement l'extrême gauche qui est ciblée, Gaël étant un des principaux porte-parole du NPA-R. Si Gaël et ses camarades, qui ont fait appel, sont condamnés définitivement, ce sera non seulement une muselière posée sur eux, ce sera aussi une énorme épée de Damoclès sur l'ensemble des syndicats et sur chaque travailleur décidé à se battre contre son patron.

Les militants syndicaux ont été condamnés pour « violation de domicile professionnel ». C'est un dangereux précédent manifestement fabriqué pour faire jurisprudence et permettre d'engager des poursuites judiciaires (avec des peines allant jusqu'à trois ans de prison) pour n'importe quelle grève avec occupation, voire pour un simple débrayage ou une grève sur le tas ou même une délégation syndicale. Il s'agit de revenir sur le fait qu'après Mai 68 les patrons avaient dû reconnaître officiellement la présence des syndicats dans l'entreprise et s'accommoder de pratiques syndicales souvent plus combatives que dans d'autres pays.

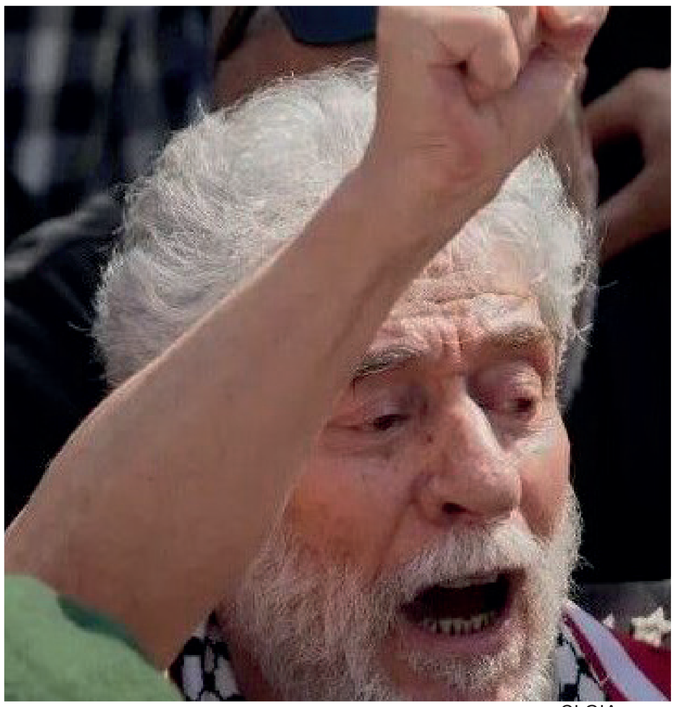
Tels sont les enjeux. Ils montrent que le mouvement ouvrier doit se mobiliser ***tout entier*** en masse pour défendre les Cinq du 92. La mobilisation syndicale, et même celle de l'extrême gauche hier devant le tribunal ne correspondait pas aux enjeux (LFI ayant à son crédit envoyé deux députés). Les militants de LO, du PT etc. doivent réfléchir au fait que s'ils ne se mobilisent pas maintenant, eux et leurs collègues, c'est leur propre action syndicale qui demain sera criminalisée. Les syndicats devront organiser à la Poste et au-delà une grève pour forcer les patrons à retirer leur plainte et réembaucher Gaël et ses camarades. Il leur faut pour cela une direction qui rompe avec la stratégie perdante des pétitions et des journées d'action routinières. C'est le sort même des syndicats qui est en jeu.

Les patrons et leurs juges ne reculeront que face à une mobilisation beaucoup plus ample que toutes celles qui ont déjà eu lieu. Il faut que lors du procès en appel ce ne soit pas des centaines, mais des milliers de personnes qui se retrouvent devant le tribunal. Relaxe pour les Cinq du 92 ! Réintégration à la Poste de Gaël et ses camarades ! ■

Facebook

Rassemblement en défense des Cinq du 92 le 10 juillet.

LE BOLCHEVIK



CLGIA

Georges Ibrahim Abdallah à son arrivée à Beyrouth le 25 juillet.

Abdallah libéré mais expulsé, Kazib et Petitot toujours poursuivis

Les bonnes nouvelles sont rares de nos jours : le militant marxiste et combattant propalestinien Georges Ibrahim Abdallah a été libéré le 25 juillet et immédiatement expulsé au Liban, son pays natal, où il a été reçu par une foule joyeuse ; il avait passé 40 ans dans les geôles de l'impérialisme français, faussement condamné pour avoir tué deux espions respectivement israélien et américain dans les années 1980. Tout en clamant son innocence par rapport à ces accusations, Abdallah n'a jamais courbé l'échine devant les impérialistes français et américains et leurs nervis sionistes, refusant de se désolidariser des véritables auteurs de ces exécutions. Au Liban, Abdallah est gravement menacé face aux tueurs du Mossad, mais ce brave combattant se tient debout. ***Hasta la victoria siempre, compañero !***

Par ailleurs le tribunal correctionnel de Paris a reporté à juin 2026 le procès d'Anasse Kazib, militant de Sud-Rail et porte-parole de Révolution permanente, et d'un autre de ses camarades. Le procès contre Anasse et son camarade, pour

Suite page 15

Défense de l'Iran !

Pas de pôle révolutionnaire sans lutte anti-impérialiste !

L'article ci-dessous a éte publié originellement le 25 juin comme supplément du Bolchévik.

Nul ne sait combien de temps durera le cessez-le-feu décrété par Trump hier matin, mais l'Iran reste la cible de l'État sioniste et des États-Unis. Ces derniers cherchent à faire plier le régime et ramener le pays à l'état de vassal docile qu'il avait été du temps du chah, un monarque sanguinaire. Il est du devoir des prolétaires et des opprimés du monde de ***prendre position du côté de l'Iran***, tout comme de la Palestine : si les impérialistes américains parviennent à leurs fins ce sont tous les peuples opprimés et les travailleurs du monde entier, y compris dans les centres impérialistes, qui se retrouveront encore plus accablés d'attaques. Si les travailleurs français ne se mobilisent pas, c'est eux-mêmes demain qui paieront la note d'une arrogance accrue de l'impérialisme français, et même peut-être en qualité de chair à canon des impérialistes occidentaux.

Evidemment il n'y a rien à attendre du PS ou du PCF : ils se sont joints tous deux à de multiples campagnes diffamatoires contre la France insoumise parce que celle-ci fait des déclarations de soutien au peuple palestinien contre le génocide sioniste et en défense de militants

Majid Asgaripour / WANA

Dépôt de pétrole de Sharan à Téhéran en feu après un bombardement israélien le 15 juin.

ciblés par l'État. Mais LFI elle-même est aussi un obstacle à la lutte. Après les frappes américaines contre les sites nucléaires iraniens, LFI a appelé le gouvernement à condamner « *sans détour cette attaque, se désengager de toute alliance avec ces fauteurs de guerre et en appeler à une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU et de son assemblée générale* » (lafranceinsoumise.fr, 22 juin). Ces appels présentant

Suite page 14